l'Anticapitaliste

n°391 | 6 juillet 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du **NPA** ~ **www.NPA2009.org**

CONTRE LEUR MÉPRIS ET LA CASSE SOCIALE

“Nous ne sommes rien, soyons tout!”

Dossier

En guerre contre le terrorisme ou aux sources du terrorisme?

Pages 6 et 7

ÉDITO

Maroc: notre ennemi le roi… et ses amis français

Page 2

PREMIER PLAN

Syrie: Macron s'aligne sur Trump et Poutine

Page 2

ACTU DU NPA

Notre-Dame-des-Landes: faire converger les luttes et les résistances pour gagner! Page 10

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Suzy Rojtman, porte-parole du Collectif national pour les droits des femmes Page 12

édito

Par **CHAWQUI LOTFI**

Maroc : notre ennemi le roi… et ses amis français

La démocratie de Mohammed VI se résume au règne de la matraque et des expéditions punitives contre le peuple du Rif qui, depuis des mois, se bat pour la justice sociale, la dignité et la liberté. Le pouvoir de la mafia prédatrice, avec à sa tête un roi devenu un des hommes les plus riches de la planète, apparaît au grand jour pour ce qu'il est : un pouvoir qui ne peut accepter que de simples citoyens prennent la parole, s'organisent par eux-mêmes, élaborent leurs revendications et cherchent à les défendre pacifiquement. Un pouvoir qui ne peut accepter la défiance des populations face aux éluEs et interlocuteurs liés directement ou non à cette mafia. Un pouvoir qui depuis toujours refuse de négocier sur la base de « la pression de la rue »…

Reste que depuis huit mois, rien n'arrête la colère des Rifains malgré l'armada sécuritaire. La monarchie ne peut ni répondre aux revendications, ni arrêter la mobilisation, ni même utiliser les détenus du mouvement pour monnayer le retour au calme, et la peur des puissants est visible devant le risque d'une contagion dans les régions du Maroc profond.

C'est dans ce contexte explosif que les déclarations de Macron lors de sa vite à Mohammed VI prenne tout leur sens. Le jour même de son arrivée, le procureur du Roi annonçait la demande d'une peine de réclusion pour 25 détenus sahraouis de Gdeim Izik sur la base d'aveux extorqués sous la torture, et de 28 jeunes du « Hirak », condamnés à 18 mois de prison fermes.

Macron s'est érigé, en ce qui concerne la lutte actuelle dans le Rif, en porte-parole du Palais : *« J'ai senti que le Roi considère qu'il est normal qu'il y ait des manifestations (….) que son souhait est d'apaiser la situation en apportant de la considération à ces régions et des réponses très concrètes, en termes de politiques publiques. La discussion que nous avons eue ne donne pas, loin de là, de craindre à une volonté de répression »*.

Le Royaume est devenu une tête de pont dans la réorganisation de la Françafrique, un maillon stratégique de l'Europe forteresse, un allié incontournable dans la « lutte contre le terrorisme », et surtout un pays où les entreprises du CAC40 sont les principaux investisseurs étrangers. La lutte du peuple marocain et des populations du Rif remettrait en cause ce dispositif néocolonial essentiel à l'État français. Raison de plus pour soutenir leur combat contre la dictature de Mohammed VI, jusqu'à la libération de tous les detenuEs et la satisfaction de leurs revendications.

BIEN DIT

Le 24 juin, France 2 diffusait le premier épisode de la nouvelle saison de « Fort Boyard » (…). À cette occasion, nous avons découvert avec stupéfaction la nouvelle épreuve du jeu intitulée « L'Asile ». Dans cette épreuve, un candidatE doit s'échapper d'une « cellule capitonnée » (au décor glauque appuyé par des graffitis tels que « Help » ou « No Future ») en se dégageant de sa « camisole de force ». Les commentaires accompagnant cette épreuve en rajoutent au tableau, et tout concorde à transmettre au travers de ce « jeu » une représentation dévalorisante et stigmatisante des personnes psychiatrisées et hospitalisées en psychiatrie.

Extrait de la pétition « Pour le retrait de l'épreuve "Asile" de Fort Boyard » initiée par SOS Psychophobie

Pour en savoir plus, voir la tribune : http://www.santementale.fr/actualites/fort-boyard-stigmatise-l-asile-luttons-contre-la-psychophobie.html

À la Une

CONTRE LEUR MÉPRIS ET LA CASSE SOCIALE

"Nous ne sommes rien, soyons tout !"

Le 29 juin dernier, suite à la demande du gouvernement d'évaluer la situation budgétaire du pays, la Cour des comptes – le temple du dogme libéral – a publié un rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques…

Dans ce rapport, la Cour des comptes dévoile que le déficit sera au-dessus des 3% du PIB et préconise des mesures de réduction des dépenses publiques. Pour cela, toujours les bonnes vieilles recettes qui ne marchent pas : réduction des salaires et des droits des fonctionnaires, augmentation du temps de travail, réduction des aides sociales… Face à l'annonce d'un déficit d'environ 3,2%, Moscovici, commissaire européen aux Affaires économiques, a prévenu : *« Pas question d'accorder à la France un délai supplémentaire pour revenir à un déficit de 3% du PIB »*.

Bref, la Cour des comptes et Moscovici accompagnent le gouvernement dans la mise en place de mesures encore plus libérales, et c'est dans ce sens que le gouvernement a d'ores et déjà annoncé le gel du point d'indice des fonctionnaires. Et ce n'est que le début…

C'est qui le patron ?

Dans ce contexte, Macron a donc décidé, la veille du discours de politique générale du Premier ministre, de convoquer le Congrès à Versailles pour fixer « le cap » de son quinquennat. Car, selon lui, *« il est des heures qui, de cette possibilité, font une nécessité. Les heures que nous vivons sont de celles-là. »* On s'attendait donc à des annonces importantes, historiques…

À la place, nous avons eu le droit à un discours fleuve d'une heure et demie ponctué de lieux communs… comme si Macron était toujours candidat. Sur la réforme parlementaire, les questions européennes, l'état d'urgence, Macron n'a rien annoncé de nouveau. Concernant la réforme des institutions et la réduction d'un tiers des députés, le non-cumul des mandats, la dose de proportionnelle… aucun scoop puisque l'ancien garde des Sceaux Bayrou avait dévoilé tout cela lors du lancement de la loi de moralisation. Alors pourquoi ? Ce n'est pas la première fois que le président de la République s'adresse au Congrès ces dernières années : Sarkozy l'avait fait en 2009 pour annoncer la loi interdisant le port du voile intégral et Hollande en novembre 2015 pour détailler les mesures de lutte contre le terrorisme, parmi lesquelles la fameuse déchéance de nationalité finalement abandonnée. Macron, lui, l'a fait pour rien… Sauf sans doute pour rappeler à tous que le seul patron, c'est bien lui, même quand il n'a rien à dire. On soupire lorsque l'on sait qu'il a promis que *« tous les ans, je reviendrai devant vous pour vous rendre compte »*.

La guerre est déclarée

En ne disant rien, Macron a donc laissé la place à Édouard Philippe qui dès le lendemain a fait un discours de politique générale un peu plus concret… Et, malheureusement, nous n'avons guère été surpris. À propos des services publics, Philippe a ainsi affirmé vouloir *« stopper l'inflation de la masse salariale du secteur public »* et *« choisir et remettre en cause certaines missions »*. Comprendre : tailler encore et encore, à coups de suppressions de postes et de fermetures de services, alors qu'il faudrait à l'inverse étendre et développer les services publics, nécessaires et créateurs d'emplois. En ce qui concerne le privé, la musique est bien différente, même si là encore elle n'est pas nouvelle : réduction de cotisations sociales sur les bas salaires, baisse de l'impôt sur les sociétés et, plus globalement, *« des mesures fortes pour améliorer l'attractivité de la place de Paris »* parce que *« les entreprises doivent retrouver l'envie de s'installer »*. On pourra noter au passage la confirmation de la réforme de l'ISF, *« resserré autour du seul patrimoine immobilier afin d'encourager l'investissement dans l'entreprise »*.

Et le reste était à l'avenant, avec entre autres la confirmation du recours aux ordonnances dès la fin de l'été pour *« rénover le modèle social (…) pour qu'il accompagne celui qui veut prendre un risque, au lieu qu'il accompagne celui qui est déjà installé »*. Comprendre : toujours plus de libéralisme et d'individualisme, toujours moins de protection sociale et de garanties collectives, le tout en se donnant les moyens de passer en force.

Agir, ensemble, dès maintenant

Face à ces déclarations de guerre, nous n'avons d'autre choix que de nous opposer, nous les oppriméEs et les exploitéEs, celles et ceux que Macron appellent les « rien »… Mais ces « rien » peuvent se mobiliser, résister, que ce soit dans les initiatives du Front social (dès ce vendredi 14 juillet), avec les collectifs autour du nouvel appel unitaire à l'initiative de la Fondation Copernic… Mais, à cette heure, cela reste trop épars, trop fractionné.

La journée de grève et de manifestation du mardi 12 septembre à l'initiative de la CGT doit être une première étape pour fédérer toutes les résistances du monde du travail : celles des salariéEs du privé comme celles des agentEs du public, celles des chômeurEs comme celles des retraitéEs, contre l'ensemble de la politique de Macron.

Au-delà, sur l'ensemble des terrains de luttes, se pose la question de faire converger les mobilisations pour que se constitue l'unité des exploitéEs et des oppriméEs afin de reconstruire un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, et donner corps à un projet de transformation sociale, d'émancipation.

Comme le dit la chanson, *« Nous ne sommes rien, soyons tout ! »*

Joséphine Simplon

SYRIE

Macron s'aligne sur Trump et Poutine

Le 21 juin, à la veille européen du sommet de Bruxelles, Emmanuel Macron a donné une interview à huit grands journaux européens, au cours de laquelle il a notamment abordé la question de la Syrie. On a ainsi pu apprendre que le président de la République s'alignait désormais sur les positions de Trump et de Poutine.

Emmanuel Macron a changé de point de vue sur la Syrie, et c'est lui-même qui le dit : *« Le vrai aggiornamento que j'ai fait à ce sujet, c'est que je n'ai pas énoncé que la destitution de Bachar al-Assad était un préalable à tout. Car personne ne m'a présenté son successeur légitime ! »* Il rejoint donc les positions des États-Unis et de la Russie qui, malgré leurs divergences passées, s'accordent sur un point : le départ de Bachar al-Assad n'est plus la condition d'une transition politique en Syrie.

« Pas de successeur légitime à Bachar al-Assad »

Macron rejoint ainsi la cohorte de ceux qui, malgré les évidences, nient la responsabilité première de Bachar al-Assad dans la descente aux enfers que connaît la Syrie depuis six ans et la répression barbare du soulèvement démocratique de mars 2011. Pire encore : en reprenant l'argument selon lequel il n'y « pas de successeur légitime » au dictateur, il fait sienne la rhétorique du régime de Damas : il n'y a pas d'alternative à Bachar al-Assad, sinon le chaos.

Et pourtant, comme l'ont souligné une centaine d'intellectuels dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron publié par *Libération* le 3 juillet, *« quoi de plus illégitime qu'un dictateur qui pratique le gazage des populations civiles, l'usage des barils d'explosifs, les exécutions sommaires, le viol collectif des femmes et des enfants, la destruction intentionnelle des hôpitaux et des écoles ? »* Et, pourrait-on ajouter, comment imaginer une transition en Syrie en y associant le principal responsable de cette boucherie ?

« Bachar, ce n'est pas notre ennemi, c'est l'ennemi du peuple syrien »

La réponse est donnée (malgré lui ?) par Macron lui-même, avec une formule qui bat des records de cynisme : *« Bachar, ce n'est pas notre ennemi, c'est l'ennemi du peuple syrien. »* Le président français aurait difficilement pu signifier plus explicitement à quel point il se contrefiche du sort du peuple syrien, tant il est obnubilé par sa volonté de séduire les

Un monde à changer

À PLAT VENTRE DEVANT LES «GENS QUI RÉUSSISSENT». Bruno Le Maire, le ministre des Finances, vient de faire un voyage à New York pour rencontrer le gratin de la finance mondiale. À chaque patron de banques ou de grands fonds financiers rencontré, il a remis une lettre personnelle signée par le président Macron: les gens *«qui réussissent»* ont droit à des égards, contrairement à ceux *«qui ne sont rien»* selon la désormais fameuse déclaration présidentielle du jeudi 28 juin, ces gens qui ne peuvent pas se payer de costard, marque de la réussite selon une autre déclaration célèbre de Macron...

Le contenu exact des lettres n'est pas connu mais Le Maire a fait des déclarations très explicites: *«La finance n'est plus notre ennemi. Nous sommes prêts à faire le nécessaire pour rendre la France plus attractive, que ce soit en matière sociale ou fiscale»*... Ainsi la réforme du droit du travail a été mise en avant: les entreprises américaines sont, d'après le journal *les Échos*, de farouches partisans du plafonnement des indemnités de licenciement, et pas, bien entendu, celui des bonus des dirigeants... Ceux-ci ont également pu saliver sur l'annonce de la baisse de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires.

La raison immédiate de cette danse du ventre est le désir de récupérer des morceaux des activités financières qui quitteraient Londres en raison du Brexit. Mais cela va bien au-delà. C'est une politique de classe dans toute sa nudité. Macron et sa bande n'ont plus les pudeurs hypocrites de Hollande ou même de Sarkozy. Pour notre part, nous continuerons à agir contre les richards et les ploutocrates avec toutes celles et ceux d'en bas... *«Nous ne sommes rien? Soyons tout!»*

Le chiffre

46

C'est, en milliards d'euros, le patrimoine estimé de Bernard Arnault, le président du groupe LVMH, selon le traditionnel classement du magazine Challenges. *Il devance l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt (fortune estimée à 36 milliards d'euros) et Axel Dumas, le patron d'Hermès (31 milliards). La fortune du top 10 a progressé de près de 35% par rapport à l'an dernier, et depuis 20 ans elle a été multipliée par 12, parfois même par 20 pour certains, comme Serge Dassault...*

Agenda

Samedi 8 et dimanche 9 juillet, rassemblement national «De nos terres à la Terre», Notre-Dame-des-Landes. Forums-débats, tables rondes, conférences, films, concerts et bals... Lire article en page 10. Plus d'infos: http://www.notredamedeslandes2017.org

Vendredi 14 juillet, manifestation contre le gouvernement, Paris. *«Contre Trump, Macron et sa guerre sociale, ne désarmons pas!»*, à l'appel du Front social, à partir de 14h place de Clichy.

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 9e université d'été du NPA, Port-Leucate. Plaquette de présentation et inscription en ligne: https://npa2009.org/ue2017

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

AMIANTE 100 000 meurtres avec préméditation... mais pas de coupable

Une nouvelle fois, le permis de tuer est accordé aux industriels.

À quand le procès des meurtriers? Photothèque Rouge/JMB

Les 24 et 25 novembre 1971, les industriels de l'amiante, réunis dans le plus grand secret lors d'une conférence internationale à Londres, s'inquiètent d'études menées dans plusieurs pays sur les travailleurs de l'amiante, accablantes par l'ampleur du nombre de malades et de morts.[1]

Ils engagent la riposte et s'emploient à discréditer les scientifiques honnêtes, corrompre les autres et les enrôler à leur service, circonvenir les gouvernements et les organisations syndicales au nom de l'emploi pour vendre leur poison. Avec succès: des millions de tonnes d'amiante vont être vendues pendant 30 ans en Europe, jusqu'à l'interdiction en 1997.

Le 27 juin 2017, on apprend dans *le Monde* que le parquet de Paris *«estime impossible de dater le début de l'intoxication des victimes, donc d'établir les responsabilités»*. Ainsi les 100 000 morts annoncées rien qu'en France resteraient impunies? Après cette annonce inouïe, l'indignation de la population, des associations et des syndicats engagés dans ce combat n'a donné lieu à aucune déclaration gouvernementale, ni de la plupart des partis politiques. Une nouvelle fois, le permis de tuer est accordé aux industriels.

La partie émergée de l'iceberg des cancérogènes

Le nombre de cancers explose, en particulier chez les jeunes. Mais aussi les maladies neurologiques, du sang, cardiaques, rénales, etc. Rien d'étonnant quand on sait que chaque jour sont mis en service sans contrôle sérieux de nouveaux cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques: perturbateurs endocriniens, pesticides, rayonnements ionisants, néonicotinoïdes, multiples molécules chimiques produites pour l'agroalimentaire, l'industrie, la construction, le transport, etc.

Face à ces dangers, des associations et des syndicats se mobilisent pour dénoncer ces poisons, tenter de mettre un terme aux intoxications et défendre les malades et leurs familles dévastées. À la proximité d'usines, de cultures, de lieux de stockage de déchets nucléaires, les enfants développent des maladies graves, parfois mortelles, ce qui donne souvent lieu à des mobilisations locales déterminées à faire cesser ces scandales. Malheureusement ce foisonnement d'initiatives n'a pas encore trouvé son unité, sa centralisation, sa capacité à mobiliser massivement.

Mais ces initiatives inquiètent les industriels car ils perçoivent le basculement de l'opinion publique et la médiatisation de plus en plus forte des préoccupations de santé; d'autant que leurs produits empoisonnent au-delà des ouvrierEs d'usines, parfois considéréEs comme sacrifiéEs d'avance dans les médias.

Une guerre souterraine

Face à ce problème, les industriels rejouent la stratégie des meurtriers de l'amiante. C'est une vraie guerre, souterraine, mais avec des morts bien réelles, qui est menée par les grandes firmes capitalistes qui veulent imposer leurs produits de mort aux populations qui les utilisent et aux travailleurEs qui les produisent.

Le scandale de l'impunité des empoisonneurs de l'amiante ne doit pas rester le problème des seules premières victimes de ce poison. L'amiante produit ses effets des décennies après la contamination, et il n'est pas donc facile de mobiliser des victimes souvent âgées, diminuées par la maladie. Les firmes qui tuent et intoxiquent pour le profit se mobilisent pour leur impunité, avec la complicité de l'État, et malheureusement la riposte, malgré le courage et la détermination des personnes mobilisées, demeure trop faible et éclatée.

Pour stopper l'empoisonnement de la planète, les anticapitalistes doivent être les moteurs d'un rassemblement offensif des syndicalistes, des environnementalistes, du monde médical intègre, des scientifiques honnêtes, des militants du cadre de vie, des parents d'élèves et de toutes celles et ceux qui ne veulent pas perdre leur vie à la gagner.

Lionel Denis

1 – Voir *Ravages*, d'Anne Rambach (éditions Rivages, 2013), formidable thriller sur le scandale de l'amiante.

NO COMMENT

Vous avez été choisi(e) pour représenter la France au prochain sommet de l'Union européenne. Vous êtes chargé(e) de réaliser une note pour présenter une mission des militaires français sur le territoire national ou à l'étranger. Montrez en quelques lignes que l'armée française est au service des valeurs de la République et de l'Union européenne.

Extrait du sujet d'histoire-géographie-enseignement moral et civique du Brevet des collèges (série générale).

grandes puissances russe et états-unienne et de «jouer un rôle» dans la diplomatie internationale.

Macron ose en outre prétendre que malgré cet alignement, il maintient *«deux lignes rouges»* sur la Syrie, au sujet desquelles il sera *«intraitable»*: *«les armes chimiques et l'accès humanitaire»*. En réalité, ces lignes rouges ont été depuis longtemps franchies par le régime Assad, comme l'ont expliqué et documenté nombre de journalistes et d'ONG, et il ne s'agit là que d'un pur artifice rhétorique destiné à dissimuler le cynisme de l'ignoble «realpolitik» de Macron. L'ensemble est bien entendu enrobé d'un discours sur la «lutte contre le terrorisme», à propos de laquelle Macron affirme là aussi son alignement sur Trump et Poutine. Ainsi, au sujet de Trump, il explique: *«Concernant la lutte contre le terrorisme, il porte la même volonté d'efficacité que la mienne»*. Concernant Poutine, son jugement est à peine plus nuancé: *«Il a deux obsessions: combattre le terrorisme et éviter l'État failli. C'est pour cela que sur la Syrie des convergences apparaissent.»*

Après avoir accueilli Poutine, Macron a lancé une invitation à Trump le 14 juillet, que celui-ci s'est empressé d'accepter. Quelques jours plus tard, on apprenait que Benyamin Netanyahu serait lui aussi reçu par le président français au cours du mois de juillet. Pour celles et ceux qui nourrissaient de quelconques espoirs quant à des évolutions positives de la politique étrangère de la France, les choses sont désormais claires: Emmanuel Macron sera l'ami des puissants, des dictateurs et des bourreaux, pas celui des peuples.

Julien Salingue

DR

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction: 01 48 70 42 27 redaction@npa2009.org

Diffusion: 01 48 70 42 31 diffusion.presse@npa2009.org

Administration: 01 48 70 42 28 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN: 2269-3696

Commission paritaire: 0419 P 11508

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage: 6500 exemplaires

Gérant et directeur de publication: Ross Harrold

Secrétaire de rédaction: Manu Bichindaritz Julien Salingue

Maquette: Ambre Bragard

Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél.: 01 48 70 42 22 Fax: 01 48 59 23 28 Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

DROITE Du champ de tir au champ de ruines ?

Jupiter-Macron fait bien les choses! Du haut de son Olympe, il fait et défait les dieux et réussit un double coup : se construire une Assemblée nationale à sa botte et accélérer l'éclatement de la droite.

Ainsi sept présidents de commissions appartiennent au groupe LREM ou Modem, le huitième, celui de la commission des finances, revient de droit à l'opposition. Il a été attribué à Éric Woerth, à la satisfaction de l'ensemble des députés du groupe LR, « le meilleur d'entre eux » en la matière, puisque ministre des Finances sous Sarkozy, puis du Travail, et proche des affaires de la sarkozie !

La droite boit à la santé de Jupiter! DR

Du rififi à l'Assemblée

La droite battue à une présidentielle gagnable, affaiblie aux législatives, a peut-être reçu le coup de grâce à l'Assemblée nationale. C'est sa division en plusieurs groupes parlementaires qui a acté son explosion. La création d'un nouveau groupe « les constructifs », formé de membres de l'UDI, de Républicains et d'Indépendants, a sérieusement ébranlé les députés LR qui ont déjà perdu une centaine de députés.

Le conflit a éclaté quand l'un des « constructifs », Thierry Solère, a obtenu un poste de questeur réservé normalement à l'opposition, contre Éric Ciotti (LR). Christian Jacob, président du groupe LR crie alors au scandale : *« les droits de l'opposition ont été piétinés comme ils ne l'ont jamais été, aujourd'hui c'est Macron qui choisit son opposition, c'est un hold-up institutionnel. »* Les trois questeurs ont un rôle non négligeable. Membres du bureau de l'Assemblée, ils gèrent l'intendance, soit l'organisation de la vie des députéEs, de leurs finances, voyages et réunions, supervisent les comptes et décident de suivre ou non les demandes de levée immunitaire.

Autant dire que les députéEs espèrent tous avoir des amis proches à la questure et que le Président la souhaite compatible avec ses propres intérêts. Avec Solère, Macron ne devrait pas avoir de souci. Avocat d'affaires, celui-ci a d'abord été le porte-parole de Fillon lors de la primaire, puis s'est rallié à Macron qui a eu l'élégance, entre gens du même monde, œuvrant pour les mêmes causes (!), de ne pas lui opposer un candidat LREM aux législatives…

Macron fossoyeur de la droite ?

En macronie, sur quels sujets la droite pourrait-elle se reconstruire ? En laminant les plus grands acquis du mouvement ouvrier, en faisant baisser de façon drastique le coût de la force de travail, la loi travail satisfait le vieil espoir des patrons et de la droite. Dans le même temps, la rigueur budgétaire annoncée va au-delà de leur espérance… En effet, passer sous la barre fatidique de 3 % de dette publique réclamée par l'Allemagne et inscrite dans les traités européens, en faisant l'économie de 5 à 6 milliards de dépenses publiques comme l'a annoncé cyniquement Bruno Le Maire, le nouvel argentier, c'est ce que n'a jamais réussi aucun gouvernement ni de droite ni de gauche. Cela permettrait la quasi-liquidation de nombreux services publics tout en ouvrant un nouveau champ de profit aux entreprises privées. Enfin, l'intégration dans la loi et dans la Constitution de l'ensemble des règles d'exception de l'état d'urgence donnera au nouveau pouvoir les moyens autoritaires de sa politique antisociale, plus qu'aucun autre gouvernement de la 5e République.

Le projet Macron, c'est une économie et une politique de droite dure qui ne laissent entrevoir pour la droite traditionnelle que sa soumission « constructive » ou sa disparition.

Roseline Vachetta

PARTI SOCIALISTE
L'impossible renaissance

Après la débâcle du PS à la présidentielle et aux législatives, les projets de refondation pour une « nouvelle gauche » fleurissent.

C'est ainsi que Benoît Hamon, le candidat du PS à la présidentielle, battu à plates coutures dès le premier tour avec 6,3 % des suffrages exprimés, a lancé samedi son mouvement « du 1er juillet » dont il entend faire *« un initiateur, une des poutres, des états-généraux de la gauche »*. Devant 11 000 personnes venues le soutenir sur la pelouse de Reuilly, à Paris, il a annoncé son départ du PS. *« Je quitte un parti,* a-t-il déclaré, *mais je n'abdique pas l'idéal socialiste »*. Trois jours auparavant, le 27 juin, c'était Manuel Valls qui annonçait son départ, avec grandiloquence : *« Je quitte le PS, ou le PS me quitte »*. Depuis son élection acquise d'extrême justesse, et contestée, dans la circonscription d'Évry, il cherchait un point de chute dans le groupe des élus macronistes, après avoir exploré la possibilité de créer le sien propre. Il aura finalement été accepté par LREM mais à condition de démissionner du PS et seulement en tant qu'apparenté.

Floraison de projets

« La déroute du Parti socialiste est sans appel […] La gauche doit tout changer. La forme comme le fond. Ses idées comme ses organisations. Elle doit ouvrir un nouveau cycle », disait Cambadélis, le secrétaire général du PS, en démissionnant de son poste dès le lendemain des législatives. Le Conseil national du 24 juin a voté très majoritairement une motion affirmant que le PS serait dans l'opposition par rapport à Macron : *« Nous nous situons clairement dans l'opposition au gouvernement d'Edouard Philippe. Nous ne voterons pas la confiance à ce gouvernement. »* Résolution démentie presque aussitôt par Olivier Faure, patron des 31 députés PS qui ont choisi de s'appeler la «Nouvelle gauche » : il faudra être *« vigilant »* mais aussi *« constructif »* par rapport au gouvernement.

Tandis que le Conseil national a décidé de la mise en place d'une direction collégiale qui devrait être désignée lors d'un prochain Conseil national, le 8 juillet, celles et ceux qui n'ont pas quitté le navire ont lancé plusieurs amorces de courants : Arnaud Montebourg, avec « Inventons la gauche nouvelle », Najat Vallaud-Belkacem, avec « Réinventer la gauche de demain », enfin, Anne Hidalgo, Martine Aubry et Christiane Taubira ont lancé « Dès Demain », un *« grand mouvement d'innovation pour une démocratie européenne, écologique et sociale »*.

Toutes et tous tournéEs vers l'avenir sans dire un seul mot et tirer les bilans du passé.

Le mirage du congrès d'Epinay

« Le parti socialiste a peut-être fait son temps. Il a eu des heures glorieuses. Ma conviction est qu'aujourd'hui il est temps de tourner une page pour nous inscrire dans un processus comparable à celui d'Épinay », déclarait Benoît Hamon samedi dernier. En 1971, lors de ce congrès, Mitterrand réussissait son OPA sur un Parti socialiste moribond, parce que responsable des sales guerres coloniales de l'État français, et se refaisait lui-même une virginité grâce à l'appui du Parti communiste au sein de l'Union de la gauche. Dix ans plus tard, il était élu président de la République.

Le PS a pu renaître de ses cendres grâce à l'existence et l'appui du PCF, un parti fortement implanté dans la classe ouvrière, qui a mis ses militantEs et son crédit au service des ambitions de Mitterrand – lequel s'était juré de réduire son influence – et de ses propres dirigeants. Le PCF faisait 21 % des voix lors de la présidentielle de 1969 alors que Gaston Defferre, candidat socialiste, n'obtenait que 5 % des voix. Le PCF ressortira laminé de ses participations au premier gouvernement de l'Union de la gauche de 1981 à 1984, puis au gouvernement Jospin en 1997, perdant la plupart de ses militantEs, démoralisé·Es par ses reniements, et son crédit dans la classe ouvrière. Inutile de dire que La France insoumise d'un Jean-Luc Mélenchon, qui prétend vouloir remplacer le PS pour installer, comme il l'avait dit avant les législatives, une cohabitation avec le président Macron, serait bien incapable de s'écarter d'un iota de la politique que lui dicteraient alors les grands groupes financiers et industriels.

Pour toutes celles et ceux qui placent leurs espoirs de changement dans la renaissance d'une gauche, il n'y a d'avenir que dans la construction d'un parti des travailleurs, anticapitaliste et révolutionnaire.

Galia Trépère

CODE DU TRAVAIL
Licenciements sur ordonnances

Vous souffrez du chômage ? Le remède est simple, il faut faciliter votre licenciement ! Voilà résumée en substance la thérapie du docteur Macron : plus les licenciements sont aisés et peu coûteux, plus les entreprises seront incitées à embaucher.

L'argument qui vise à opposer les salariéEs – « outsiders » empêchés d'accéder au marché du travail par les insiders égoïstes accrochés à leur CDI – n'est pas neuf. Il était déjà invoqué par les partisans de la loi El Khomri avec les résultats que l'on connaît. En réalité, les motivations de Macron, Pénicaud et cie sont moins altruistes. Les entreprises ont tendance à licencier en dehors des clous, doivent parfois rendre des comptes et réparer un peu financièrement les dégâts qu'elles ont causés. Il s'agit donc de rendre les licenciements moins contestables et de réduire le coût de ceux qui seraient jugés illicites.

En janvier 2015, une banderole contre la loi Macron. Déjà… Photothèque Rouge / Milo

Des licenciements économiques… pour le patronat

La loi El Khomri a déjà grandement limité leur contrôle par les prud'hommes, puisqu'une simple baisse du chiffre d'affaire suffit désormais à constituer un motif économique incontestable. Il semble néanmoins que ce ne soit pas suffisant pour le patronat.

Le projet de loi d'habilitation veut permettre à une entreprise réalisant des bénéfices de licencier dans ses établissements insuffisamment rentables, alléger les obligations en matière de reclassement des salariés dont l'emploi est supprimé, augmenter le seuil de suppressions d'emplois à partir duquel une entreprise doit mettre en œuvre un plan social et faciliter la mise en œuvre des plans de départs prétendument « volontaires ». Autant de « simplifications » qui rendront la contestation des licenciements économiques plus difficiles encore.

Pour voir le juge vous repasserez…

Mais pour pouvoir contester, encore faut-il pouvoir accéder au conseil des prud'hommes. La chose est de moins en moins aisée, les modifications de procédure introduites par la loi Macron et la réduction des délais de recours – deux ans ou un an si le licenciement est économique depuis loi de « sécurisation de l'emploi » de 2013, contre cinq auparavant – ont fait diminuer les demandes de près de 40 % dans plusieurs conseils.

C'est encore trop puisque les ordonnances Macron se proposent de réduire encore le délai dans lequel le salariéE peut contester son licenciement. Elles visent également à imposer au salariéE de demander poliment au patron la rectification des « erreurs » de procédure ou de l'insuffisance de motivation avant de pouvoir saisir le juge. Face je gagne, pile tu perds…

On connaît le tarif

Les abus patronaux ne connaissant pas de limites, il arrivera malgré tout que des licenciements soient jugés sans cause réelle et sérieuse. Macron ressort donc pour la troisième fois son projet de barème des indemnités prud'homales qui consiste ni plus ni moins à permettre au patron de licencier n'importe qui sans motif pour un coût connu à l'avance.

Le texte prévoit non seulement de fixer un barème contraignant pour les licenciements abusifs, mais aussi de diminuer les indemnités sanctionnant les autres irrégularités liées à la rupture du contrat. Et si les licenciements pour discrimination ou harcèlement – les plus difficiles à prouver – échapperont vraisemblablement à ces dispositions, cela ne fait que confirmer que les rédacteurs ont parfaitement conscience du caractère scandaleux de leur texte. À nous d'en faire prendre conscience à l'ensemble des salariéEs pour réussir les mobilisations qui se préparent !

Comité Inspection du travail Île-de-France

BRÉSIL Cette fois, il n'y a pas eu de grève générale

Les centrales syndicales brésiliennes avaient appelé à une grève générale le 30 juin contre les « réformes » néolibérales et autour du mot d'ordre « Temer dehors ». Mais la grève générale n'a pas eu lieu.

Le 30 juin a certes été un jour important de luttes, avec des grèves dans plusieurs secteurs, des arrêts de travail, des occupations d'autoroutes, des manifestations dans au moins 100 villes, mais il n'y pas eu une grève générale, contrairement à ce qui était arrivé le 28 avril.

Le mouvement a été inégal au niveau national. À Recife (État de Pernambuco), à Brasília (District fédéral) et, dans une moindre mesure, dans d'autres villes, où il y eu grève dans les transports, la situation ressemblait à une grève générale. Ailleurs, seuls les secteurs les plus organisés ont fait grève, en particulier les travailleurEs de banques et les enseignantEs. Ce qui a eu un caractère réellement national est l'augmentation de la répression : des syndicalistes et des militantEs des mouvements sociaux ont été arrêtéEs par la police militaire, y compris après la fin de la mobilisation.

Après une période où les protestations avaient augmenté, entre le mois de mars et la marche à Brasilia le 24 mai, on assiste désormais à un recul. Cependant, la crise économique, sociale et politique est toujours là, et le gouvernement n'a pas gagné en popularité, bien au contraire. Comment comprendre, dès lors, que les manifestations aient été plus faibles le 30 juin ?

Rassemblement de la CUT. DR

Divisions syndicales

La première explication est que l'unité du mouvement syndical et du mouvement populaire n'a pas été maintenue, contrairement à ce qui s'était passé le 28 avril et le 24 mai. Certaines des principales centrales syndicales ne se sont pas jointes à la préparation de la grève et à la mobilisation, et d'autres ne l'ont fait que très partiellement. Dans les jours précédant le 30 juin, on a plutôt parlé d'une « journée de lutte et de grèves » que d'une grève générale.

Une attitude qui s'explique par le fait que la « réforme » néolibérale la plus impopulaire, celle des retraites, est en suspens depuis que le président Temer est proche de la chute en raison des accusations de corruption. Ainsi, la menace sur les retraites semble, pour le moment, écartée. En ce qui concerne l'autre grande « réforme » – celle de la législation sur le travail – l'opposition de certaines des centrales syndicales est moindre, et elles parient sur une négociation avec le gouvernement pour « l'améliorer ». Temer a d'ailleurs fait un geste en leur direction avec le maintien de « l'impôt syndical »[1] qui devait être supprimé par la « réforme » : il s'agit d'une source de financement des syndicats, qui a toujours été critiquée par le syndicalisme le plus combatif, mais qui est essentielle pour la survie du syndicalisme plus à droite.

Absence d'alternative politique

Même la CUT, la plus grande centrale syndicale du pays, ne s'est pas totalement associée à la préparation de la grève. Ses liens avec le PT la placent dans une situation ambiguë : le PT n'a pas d'intérêt à ce que le gouvernement soit renversé par des mobilisations et préfère compter sur les élections prévues en 2018 pour revenir au pouvoir.

Dans ce contexte, ce sont les syndicats, les mouvements sociaux et les courants politiques les plus combattifs qui ont joué le rôle principal dans la préparation de la grève. Ces secteurs, cependant, sont minoritaires, et leur mobilisation ne peut suffire à la construction d'une véritable grève générale. Sans l'unité de l'ensemble du mouvement syndical, une grève générale ne peut avoir lieu que s'il y a une révolte à la base et une augmentation de l'auto-organisation, ce qui n'est pas encore le cas.

Le sentiment de fatigue et le manque d'une véritable alternative rendent difficile la mobilisation de la population. La seule alternative visible au gouvernement Temer est le retour de Lula lors de l'élection présidentielle de 2018. Si le soutien à Lula augmente bel et bien, la moitié de la population – y compris une partie importante des secteurs populaires – le rejette, et ceux qui le soutiennent n'ont plus l'enthousiasme d'antan.

De São Paulo, Joao Machado

1 – Taxe prélevée directement sur les salaires pour financer une partie des activités des syndicats.

EUROPE Où va l'Union européenne ?

L'Union européenne est aujourd'hui dans l'impasse. Mais il n'est pas exclu que, dans un contexte incertain, l'Allemagne, en association avec la France, ne fasse pas un effort volontariste pour inverser partiellement la tendance.

Le 25 mars dernier a marqué le 60e anniversaire du traité de Rome qui a institué le Marché commun dont l'élargissement et l'approfondissement ont conduit à l'actuelle Union européenne. Et à partir du milieu des années 2000, le processus a commencé à patiner. Face à la crise économique, les gouvernements ne sont encore capables de faire leur unité que pour mettre en œuvre l'austérité. En arrière-plan, le mythe de la convergence des économies et des niveaux de vie s'est effondré : l'économie allemande apparaît plus forte que jamais, l'industrie française recule, l'Italie est en stagnation, de nombreux secteurs de la société espagnole sont en perdition, etc. Les peuples sont de plus en plus sceptiques, face à une Europe qui semble se réduire à une mécanique austéritaire sur laquelle il ne semble y avoir aucune prise possible.

Dans ce contexte sont survenus en 2016 deux événements majeurs : le vote britannique pour le Brexit et l'élection de Donald Trump. Le premier illustre qu'une adhésion à l'UE n'est pas irréversible. Quant au second, il montre que la relation avec les États-Unis est susceptible d'entrer dans des eaux incertaines, alors qu'elle constituait, notamment pour l'Allemagne, une sorte de point d'amarrage auquel on pouvait toujours recourir en cas de besoin.

Solidaires sur le dos des peuples. DR

Par ailleurs, l'élection de Macron est également un facteur nouveau : les dirigeants français précédents menaient des réformes néolibérales et comprimaient les dépenses publiques, mais – au moins verbalement – ils plaidaient pour des inflexions. Macron semble décidé à ne pas reprendre cette forme d'hypocrisie : il lance d'emblée une réforme à marche forcée du droit du travail et annonce qu'il fera tout pour respecter le retour à un déficit des finances publiques inférieur à 3% du PIB.

Nouveau départ ou esbroufe ?

Tout cela débouche sur le numéro de duettistes franco-allemands du sommet européen de la fin du mois de juin. Il en est sorti peu de décisions pratiques, mais certains éléments sont significatifs : les premiers jalons d'une Europe de la défense (ses capacités militaires et l'industrie d'armement sont un des rares terrains où la France a encore une position de force par rapport à l'Allemagne), ainsi que des jalons vers un contrôle de certains investissements et importations en provenance de Chine, et même une exigence de « réciprocité » avec les États-Unis (qui réservent largement les marchés publics à des entreprises américaines).

Par ailleurs, Macron, eu égard à la sensibilité sur la question en France, veut obtenir un encadrement un peu plus strict du travail détaché (sans en remettre en cause le principe). Des idées circulent aussi sur une coordination budgétaire. Macron a évoqué la préparation d'une *« feuille de route pour les dix prochaines années »*. L'« axe franco-allemand », qui a été moteur dans certaines phases de l'histoire de l'UE serait donc de retour ?

Comment interpréter ces événements ? Des décisions anecdotiques ? Ou bien un début de tournant ? Face à un monde de plus en plus incertain, il est vraisemblable que le gouvernement allemand pense que l'Allemagne ne serait pas en meilleure situation face aux États-Unis, à la Chine, etc. si l'Union européenne disparaissait ou se fragmentait trop. Ce serait le sens de la déclaration d'Angela Merkel le 28 mai dernier après le sommet du G20 : *« Le temps où nous pouvions totalement nous reposer sur d'autres est en partie révolu. [...] C'est pourquoi, nous les Européens, devons vraiment prendre notre propre destin. »* Depuis des années, les dirigeants français, italiens, espagnols, etc. ont la même position.

Tout cela peut conduire la sphère dirigeante européenne à faire preuve de volontarisme pour essayer de donner un coup d'arrêt à une désagrégation lourde de risques potentiels. Les mois qui viennent montreront s'il s'agit de sans-lendemain ou d'une véritable relance, au moins d'un « noyau dur » d'États. Une relance qui ne résoudrait pas la défiance de larges secteurs populaires face à une union qui semble ne conduire qu'à la catastrophe sociale.

Henri Wilno

FRANÇAFRIQUE Nouveaux éléments impliquant la France dans le génocide au Rwanda

En avril 2015, François Hollande ordonnait l'ouverture des archives concernant l'implication de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda, organisé par les extrémistes du « Hutu Power ». Deux hauts fonctionnaires vont éplucher l'ensemble des documents et découvrir des informations compromettant des personnalités françaises. Ces archives resteront « confidentiel défense », mais certains éléments ont « fuité ».

Dans le numéro 39 de la revue *XXI*, Patrick de Saint-Exupéry, ancien grand reporter au *Figaro*, relate les confidences d'un de ces hauts fonctionnaires qui a consulté des documents enjoignant les militaires français de réarmer les génocidaires réfugiés au Zaïre. Ordres si ignobles que certains officiers sur le terrain exprimeront leur désaccord et iront jusqu'à évoquer leur droit de retrait. En vain. Ces ordres seront confirmés et signés par Hubert Védrine, alors secrétaire général de l'Elysée.

L'armement des génocidaires a déjà été évoqué par des organisations comme Human Rights Watch, ou par Guillaume Ancel, un ancien capitaine présent sur place.

Ces nouvelles révélations confirment ainsi la politique de la France, qui a soutenu politiquement et militairement les dirigeants hutu racistes et corrompus.

À l'époque le président Juvénal Habyarimana n'avait d'autre choix que d'accepter un partage du pouvoir avec les Tutsi, option refusée par la frange la plus radicale des Hutu. Il perd la vie dans l'attentat contre son avion en 1994 ; avec le soutien de la France, les extrémistes hutu prennent le pouvoir et déclenchent le génocide. Défaits militairement par le Front patriotique rwandais (FPR) de l'actuel président Paul Kagamé, les génocidaires se réfugient alors au Zaïre de Mobutu, pilier de la Françafrique, où ils bénéficient donc d'un réarmement organisé par la France.

DR

Une France coupable à plus d'un titre

Ce soutien aux génocidaires discrédite à jamais une partie du personnel politique, Mitterrand en tête, mais aussi Balladur à l'époque Premier ministre, Juppé ministre des Affaires étrangères, et évidemment Védrine qui continue à se pavaner dans les médias et à pérorer comme expert en géopolitique. La France a aussi délibérément violé l'embargo sur les armes, décrété un mois plus tôt par l'ONU.

Enfin les dirigeants français de l'époque ont transformé en RDC (ex-Zaïre) les camps de réfugiés hutu en camps militaires, ce qui a eu des conséquences désastreuses, puisqu'en riposte aux incursions armées des Hutu, le Rwanda est intervenu militairement en RDC, massacrant indistinctement hommes, femmes et enfants. Ce qui a déclenché la première puis la seconde guerre du Congo, qui feront des centaines de milliers de morts. Une violence qui continue dans cette région.

La classe politique et la hiérarchie militaire tentent de faire régner l'omerta sur cet effroyable bilan. Raison de plus pour soutenir les initiatives qui cherchent à établir la vérité et la reconnaissance de l'implication de la France dans le génocide. Une des dernières en date est la plainte que vient de déposer l'association Survie, qui vise aussi à comprendre *« des mécanismes institutionnels qui ont permis une complicité avec un régime génocidaire »*.

Paul Martial

EN GUERRE CONTRE LE TERRORISME OU AUX SOURCES DU TERRORISME ?

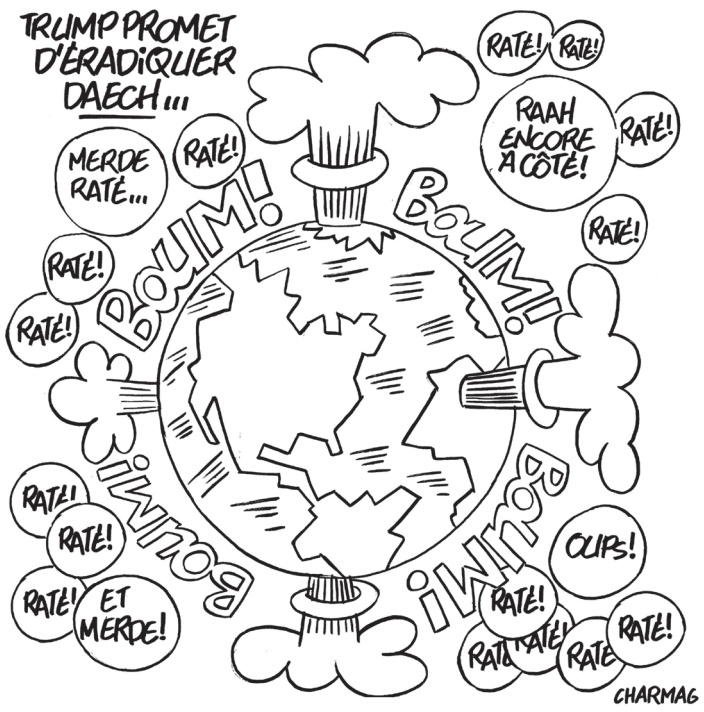
LE CHAOS LIBÉRAL ET IMPÉRIALISTE

La sinistre chronique du terrorisme occupe régulièrement la une de l'actualité internationale avec son corollaire, la propagande obsessionnelle autour de « la guerre contre le terrorisme ». Cette dernière vise à prendre l'opinion en otage comme si Daech et ses diverses succursales étaient un phénomène sans causes ni racines, auquel il ne serait possible de répondre que par une violence symétrique, barbare.

Il y a là un mensonge d'État construit consciemment par les dirigeants des grandes puissances et leurs états-majors militaires. Il tait les réactions en chaîne engendrées par leur politique, leurs conséquences dramatiques dans lesquelles les populations sont piégées et qui constituent le terreau du terrorisme et du militarisme. Cela résulte de décisions et de choix qui n'ont rien de fatals ni d'inéluctables, qu'il est possible de combattre.

La politique des grandes puissances trouve des relais dans les luttes d'influence et les rivalités entre les puissances régionales qui, en fonction de leurs intérêts, ont elles-mêmes joué un jeu trouble dans le développement des forces réactionnaires fondamentalistes instrumentalisées contre les révolutions arabes et qui jouent leur propre jeu macabre.

La crise du Qatar ouverte le 5 juin illustre cette logique criminelle. Deux semaines après la réunion d'une cinquantaine de pays arabes et musulmans dans la capitale saoudienne, au cours de laquelle Trump avait désigné l' « axe du mal » (l'Iran et l'État islamique), le Qatar se retrouve mis au ban par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte. Ces pays lui ont transmis une liste de treize demandes, parmi lesquelles l'arrêt de tout contact avec les « organisations terroristes ». Au cœur du conflit, les Frères musulmans que le Qatar avait soutenus au cours de la contre-révolution en Tunisie, en Libye et en Égypte, notamment via son bras médiatique *al-Jazeera* dont la fermeture est exigée. La dite lutte contre le terrorisme oppose des États qui sont directement responsables de son développement, qui l'ont instrumentalisé dans leurs rivalités avec la complicité des USA.



Nouveau désordre mondial

L'administration Trump joue sur deux tableaux, soutenant l'Arabie saoudite et l'Égypte sans rompre avec le Qatar. Les USA y disposent d'une base militaire qui abrite plus de 100 avions opérationnels et de 11 000 militaires. Le 15 juin 2017, ils ont négocié la vente de quinze avions de combat F-15 pour une somme de 12 milliards de dollars ! Pour les uns et les autres, il ne s'agit pas, au fond, de doctrine religieuse mais bien de conflits politiques, qui recouvrent des intérêts économiques, notamment le contrôle des ressources pétrolières et gazières. Ce sont ces luttes d'influence qui ont déstabilisé le Proche et le Moyen-Orient, les pays du Sahel et, au-delà, l'ensemble des relations internationales.

Elles s'inscrivent dans la fin de l'époque impérialiste où les grandes puissances dirigées par les USA maintenaient l'ordre mondial dans le cadre de la coexistence pacifique avec l'ancienne URSS. Un nouveau désordre mondial où se combinent libéralisme et impérialisme s'est mis en place, avec des rivalités croissantes aux niveaux international, régional et local, qui ont permis l'émergence de Daech et de ses succursales.

Les conséquences de cette instabilité ne connaissent pas de frontière. La guerre a des répercussions dans tous les domaines, en premier lieu le drame des migrants, le terrorisme, l'état d'urgence permanent, la montée de l'extrême droite en Europe et celle de l'islam politique et des autres intégrismes religieux. Tous les symptômes morbides du capitalisme sénile, des décompositions sociales et du chaos international entraînés par les politiques libérales et impérialistes pour étouffer, mater, briser les révoltes des peuples.

Yvan Lemaître

USA ET DJIHADISTES : LE SYNDROME DE FRANKENSTEIN

Le soutien aux forces djihadistes était, dans les années 1980, une constante de la politique extérieure étatsunienne : certains parlaient alors du « djihad américain ».

Il s'agissait d'affaiblir l'URSS, d'abord en lui infligeant une défaite en Afghanistan puis en agissant sur la « ceinture verte », selon l'appellation donnée aux Républiques soviétiques en Asie centrale, à majorité musulmane, par les *think tanks* nord-américains.

La guerre en Afghanistan contre l'URSS

L'occupation par l'Union soviétique avait commencé fin décembre 1979 suite à un « appel à l'aide fraternelle » lancé par le gouvernement à dominante « communiste » de Babrak Karmal. Le PC, officiellement appelé le « Parti démocratique populaire d'Afghanistan », était arrivé au pouvoir en 1978 suite à la révolution (ou au coup d'État) de 1978 qui avait renversé le gouvernement de Mohammed Daoud Khan, premier président après la chute de l'ancienne monarchie en 1973. Le gouvernement « démocratique populaire » fit face à des révoltes et des insurrections armées dès 1978. Jusqu'à la fin des années 1980, les USA ont très massivement livré des armes à différentes fractions de la « résistance » anti-soviétique (qui étaient profondément réactionnaires, mais pouvaient se légitimer aux yeux des masses en tant que « résistants aux envahisseurs étrangers et athées »). Le conflit fit entre 800 000 et 1,5 million de morts civils, et se solda par le départ des troupes soviétiques décidé en 1988 et achevé au 15 février 1989. Cette défaite de l'URSS a, selon de nombreuses analyses, beaucoup contribué à l'écroulement – de l'intérieur – du système soviétique, alors déjà entré en crise.

L'alliance entre les USA et les divers mouvements djihadistes, qui avaient eux aussi envoyé des armes et surtout de nombreux combattants en Afghanistan – depuis un arc de pays allant du Maghreb jusqu'aux pays du Golfe, mais aussi depuis le Pakistan –, était rompue en 1990, l'année suivant le départ des troupes soviétiques du sol afghan. La raison de cette rupture réside dans l'arrivée de troupes nord-américaines sur le territoire de l'Arabie saoudite (notamment sur la base de Dahlan), dans le cadre de la préparation de la guerre aérienne contre l'Irak. Le stationnement des troupes commença en août 1990, pour une guerre de bombardement de l'Irak qui allait durer du 17 janvier 1991 au 28 février suivant.

Ben Laden se met à son compte

C'est à l'occasion de ce déploiement de troupes qu'un riche homme d'affaires saoudien, un certain Oussama Ben Laden, ancien allié des militaires et service de renseignement nord-américains quand il s'agissait de convoyer des combattants en Afghanistan, appela au « djihad anti-américain » en 1990. Il s'agissait de venger la « désacralisation de la terre des lieux saints de La Mecque et Médine », puisque le sol saoudien était foulé par des soldats non-musulmans.

De cette rupture d'une alliance antérieure entre impérialisme US et djihadistes, dont ces derniers avaient largement profité tout au long des années 1980 pour constituer leurs forces, est né le réseau al-Qaida. Après des tentatives d'implantation d'abord infructueuses en Libye puis au Soudan (jusqu'au bombardement US en août 1998 suite aux attaques des ambassades au Kenya et en Tanzanie), la tête du réseau trouva refuge dans l'Afghanistan ravagé par des années de guerre. Dans ce dernier pays, les anciens « Moudjahedins » de la guerre antisoviétique, arrivés au pouvoir en 1992 après la chute du gouvernement post-soviétique de Mohamed Nadjiboullah, venaient d'être supplantés par une force plus radicale qu'eux : les Talibans, au pouvoir depuis le 27 octobre 1996 et jusqu'à l'arrivée des troupes US et Otan à Kaboul, le 7 décembre 2001, suite aux attentats du 11 septembre de la même année. L'intervention militaire occidentale dure depuis lors, mais les Talibans se renforcent aujourd'hui plutôt qu'ils ne s'affaiblissent. Un scénario qui s'est répété, à partir de 2003, en Irak.

Bertold du Ryon

Ben Laden en Afghanistan dans les années 1980. DR

AUX ORIGINES DE DAECH : DE L'IRAK À LA CONTRE-RÉVOLUTION RÉGIONALE

L'origine de Daech ou du soi-disant « État islamique » (EI) se trouve dans la constitution d'al-Qaida à la suite de l'invasion militaire étatsunienne et britannique de l'Irak en 2003.

Son leader actuel Abou Bakr al-Baghdadi a commencé son expérience djihadiste après l'invasion, lorsqu'il a rejoint la branche irakienne d'al-Qaida sous le commandement du Jordanien al-Zarkaoui. En 2010, il a pris la tête de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL aujourd'hui connu sous le nom de l'EI), qui a remplacé al-Qaida en Irak.

Un soldat américain vise des Irakiens qui se précipitent vers de l'aide humanitaire, à Bakouba au nord de Bagdad en août 2007. DR

L'invasion de l'Irak en 2003

L'invasion militaire étatsunienne et britannique fut l'élément décisif dans la première expansion du groupe djihadiste. Les conséquences destructrices de l'invasion ont provoqué la mort d'un million d'Irakiens et le déplacement forcé de 4 millions d'autres, et cela après plus de 10 ans de sanctions inhumaines. La politique d'occupation des États-Unis a créé les conditions de développement de l'EI : répression féroce de toute opposition politique à l'occupation, mise en place forcée de politiques néolibérales et répression des mouvements syndicalistes indépendants, destruction des institutions étatiques (armée, administration, système universitaire, etc.), mise en place d'un système politique basé sur le confessionnalisme politique.

Cela sans oublier la politique de « débaathification » mise en œuvre par les forces d'occupation des États-Unis après l'invasion de l'Irak, qui a conduit à une profonde marginalisation de la population sunnite. Avec ces mesures, quiconque avait été membre du parti Baath de Saddam Hussein était immédiatement démis de ses fonctions, exclu du secteur public et perdait sa pension de retraite. La marginalisation des populations sunnites s'est également accompagnée d'attaques fréquentes des forces d'occupation étatsuniennes contre les villes et les villages sunnites. Des dizaines de milliers de prisonniers ont été incarcérés dans des prisons gérées par les USA, où l'isolement, la torture et la « bureaucratie taylorisée de la détention » étaient régulièrement utilisés pour consolider l'occupation.

Ces politiques ont favorisé la montée des tensions confessionnelles et provoqué une terrible guerre opposant groupes extrémistes chiites et sunnites entre 2005 et 2008, avec une moyenne mensuelle de 3000 morts et des déplacements de populations de plusieurs millions de personnes.

Les gouvernements irakiens successifs dominés par le mouvement fondamentaliste chiite Da'wa continueront et intensifieront même les politiques de marginalisation et d'oppression des populations sunnites. Les milices fondamentalistes chiites, avec l'aide de la République islamique d'Iran, ont également consolidé leur pouvoir durant ces années. Ces milices sont détestées par de larges sections des populations sunnites d'Irak à cause de leurs exactions et de leurs discours et pratiques confessionnels.

Dans ce contexte, un certain nombre d'anciens officiers de Saddam Hussein ont rejoint les rangs de l'EI. Une dynamique également liée à un processus d'irakisation du commandement d'al-Qaida en Irak, au milieu des années 2000, mais aussi aux politiques d'islamisation du régime baathiste à partir du début des années 1990 de tous les secteurs de l'État, y compris l'armée et les services de renseignement, et de la société.

Les processus révolutionnaires

La deuxième phase d'expansion de l'EI va se dérouler après le début des processus révolutionnaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord de 2010-2011. L'EI n'a joué aucun rôle dans les soulèvements populaires et les actions de masse du type grèves et désobéissance civile. Le groupe djihadiste voyait au contraire ces mouvements de manière suspicieuse en raison de leurs revendications démocratiques et sociales. Après la chute du dictateur égyptien Hosni Moubarak, l'EI a d'ailleurs publié une déclaration dénonçant le sécularisme, la démocratie et le nationalisme, appelant les Égyptiens à ne pas remplacer le meilleur par le pire.

Les répressions féroces et massives des anciens régimes et l'incapacité de réaliser les revendications de justice sociale ont progressivement permis l'expansion de l'EI dans certains pays, l'organisation se nourrissant des frustrations populaires et de la radicalisation de certaines sections de la population. L'EI et d'autres groupes djihadistes sont des symptômes du recul des processus révolutionnaires.

Dans ce contexte, l'implication dans la révolution syrienne à partir de la fin 2011 à travers Jabhat al-Nusra (qui était à l'époque une branche de l'EI, financée massivement par ce dernier et constituée de nombreux hauts cadres de l'organisation) a permis au groupe de l'EI de s'étendre à nouveau massivement. Les combats en Syrie ont offert à l'EI un entraînement et des opportunités d'apprentissage sans précédent, en plus du contrôle de larges portions de territoires. La guerre du régime Assad contre le peuple syrien et les aspirations démocratiques du mouvement populaire ont fortement contribué à son expansion.

Dans le même temps en Irak, la répression des manifestations populaires dans les zones sunnites en février 2011 et 2013 va redonner un élan à l'EI. L'armée irakienne, reconstruite sur des bases communautaires et minée par la corruption, était de plus en plus perçue, dans les régions à majorité sunnite, comme une armée d'occupation. L'intensification de la répression et la poursuite des politiques confessionnelles du gouvernement ont poussé des sections de la population à se rallier à l'EI, qui avait presque disparu en Irak en 2010.

Daech a ainsi connu une progression sans précédent à la suite de l'écrasement des mouvements populaires, en se nourrissant de la répression massive perpétrée par les régimes autoritaires, en Syrie et alentour, et des haines religieuses générées par l'intrumentalisation du confessionnalisme.

Joseph Daher

UN COMBAT INTERNATIONALISTE CONTRE LE TERRORISME DES GRANDES PUISSANCES

« Nous assistons à la fin du faux État de Daech », a affirmé, la semaine dernière, le Premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi. La reprise de Mossoul serait une question de « jours ». Bagdad et la coalition internationale dirigée par les USA écrivent le récit de leur victoire, une victoire qui laisse un champ de ruines, la dévastation, une population dispersée, meurtrie, divisée.

De ce chaos émergent des potentats engagés dans des logiques de conquête au mépris des populations victimes de la guerre. La situation est tout aussi dramatique à Raqqa.

Si l'ambition de Daech d'établir un califat s'écroule, la dite victoire de la coalition n'est en rien une réponse à Daech, issu du chaos créé par des décennies de guerre contre les peuples. Elle perpétue et accentue ce chaos, justifiant ainsi la poursuite sous une forme ou sous une autre de la guerre dirigée par les grandes puissances afin de maintenir leur domination. C'est aussi ce qui se passe en Afghanistan, en Libye ou dans les pays du Sahel.

Une logique guerrière qui s'entretient d'elle-même

Nous ne sommes pas confrontés à un simple épisode ou un conflit localisé même à une région du monde aussi importante que le Moyen-Orient. Nous sommes bien devant une nouvelle étape de la décomposition des relations internationales, une guerre qui ne connaît pas de frontière ni de limite, un processus de déstabilisation des vieux États nationaux dont les bases mêmes sont sapées par le développement de la libre concurrence mondialisée avec, en retour, une montée sans précédent du militarisme.

L'interventionnisme des États de la région ou internationaux, conjugué aux politiques néolibérales – qui n'ont cessé d'appauvrir les classes populaires – et à la répression des forces démocratiques et syndicales, ont grandement contribué, et contribuent toujours, au développement de Daech.

La réponse est globale, internationaliste. La lutte contre le terrorisme et la lutte contre les guerres des grandes puissances sont deux facettes indissociables, une même lutte de classe contre l'offensive des classes capitalistes et leur état d'urgence ici, contre l'offensive contre-révolutionnaire dans le monde arabe.

Elle est fondée sur la solidarité entre les travailleurEs, les oppriméEs. Elle s'organise autour de revendications démocratiques contre la guerre, l'état d'urgence, pour les droits des migrantEs mais aussi sociales. Ses moteurs, ce sont la solidarité internationaliste, un vaste travail pour donner à la jeunesse ouvrière des raisons de lutter et de se battre, ici, sur terre et pour construire un nouvel ordre mondial démocratique, respectueux des droits des travailleurEs et des peuples.

Yvan Lemaître

LIBYE, MALI : LA FRANCE AUX AVANT-POSTES

« La France restera au Mali, le temps qu'il faudra » : c'est la principale déclaration du président Emmanuel Macron lors de son déplacement à Bamako, dimanche 2 juillet 2017, où il a assisté au sommet des pays du « G5 Sahel » réunis pour lancer une nouvelle force militaire « anti-djihadiste ».

La France se sent très fortement « chez elle » dans cette zone du Sahel où les menaces contre les populations ne manquent pas, qu'il s'agisse des forces djihadistes ou de violences émanant de trafiquants solidement implantés dans la région. Elles ne manquent pas, sauf que le remède (prétendument) apporté risque de toujours davantage stimuler le mal au lieu de réellement le combattre.

Guerre en Libye

Les interventions françaises successives au Sahel, depuis 2012-2013, font elles-mêmes suite à la guerre en Libye en 2011. Et les menaces existant en Sahel résultent en partie précisément des suites de cette intervention, commanditée en premier lieu par le président français Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique David Cameron, alors que l'administration étatsunienne se montrait quelque peu plus hésitante à l'époque.

Il faut se garder des caricatures : contrairement à ce que sous-entend parfois une gauche « campiste » (selon laquelle toutes les forces en conflit avec l'impérialisme français ou US serait nécessairement à soutenir), la Libye d'avant 2011 était loin d'être un pays où il faisait bon vivre, auquel seuls les impérialistes voulaient du mal à cause de son « indépendance ». La réalité, c'est que la Libye de Mouammar Kahdafi était un pays gouverné d'abord par un dictateur sanguinaire et excentrique, puis par son clan familial. L'ancien régime, au pouvoir de façon ininterrompu de 1969 à 2010, avait largement morcelé le pays : puisque les structures politiques (parti, syndicats, associations indépendantes) étaient totalement interdites – même le pouvoir ne disposait pas d'un parti politique, suite à la dissolution de l'« Union arabe socialiste » par Kadhafi en 1975 –, le pouvoir gérait le pays en se tournant vers des structures claniques pour encadrer la volonté collective. Ainsi le tribalisme était constamment réactivé en tant que donnée politique, dans un pays largement urbanisé où il aurait dû normalement décliner.

C'est l'un des facteurs qui explique l'éclatement de fait de l'État libyen, une fois que l'intervention franco-britannique en 2011 a porté le coup de grâce à l'ancienne dictature. Les puissances intervenantes portent une large responsabilité dans ce qui est alors arrivé, à savoir d'abord l'émergence d'une multitude de milices armées à la suite de la chute du régime kadhafiste (fin août 2011), puis la dissémination, à travers le pays et la région, du stock d'armes accumulé par la dictature. Une prolifération qui fut largement facilitée par le fait que personne n'avait pris soin de surveiller ce stock d'armements après le renversement de Kadhafi.

De la Libye au Mali

C'est d'ailleurs la diffusion de ces armes qui déclenche, pendant l'hiver 2011-2012, l'éclatement de la rébellion au nord du Mali. Une rébellion qui mêle des forces sécessionnistes parlant au nom d'une minorité touareg – dont certains membres avaient servi dans les forces paramilitaires de Kadhafi puis étaient rentrés au pays – et des djihadistes. La France prétend d'ailleurs combattre ces derniers, mais se montre très ambiguë vis-à-vis des premiers. Le « Mouvement national pour la libération de l'Azawad » (MNLA), force sécessionniste à base ethnique au nord du Mali, n'a-t-il pas proclamé « l'indépendance de l'Azawad », en avril 2012, depuis un grand hôtel parisien ?

Une autre responsabilité des puissances intervenantes – surtout du gouvernement français – réside dans le fait même d'avoir effectué des ventes massives d'armes à Kadhafi avant sa chute. Si le dictateur s'était procuré des armes surtout auprès du bloc soviétique, dans les années 1970 et 1980, cela avait changé à partir du début des années 2000. Au total, au moment de la guerre de 2011, 14 des 27 pays membres de l'Union européenne avaient vendu des armes au régime libyen, dont l'Espagne et la France. L'Allemagne de l'Ouest, quant à elle, avait déjà été épinglée par le *New York Times* en janvier 1989 pour avoir construit une usine d'armes chimiques à Rabta, en Libye. Du côté français, ce sera surtout le président Sarkozy qui, lors de son déplacement à Tripoli et Benghazi en juillet 2007, est allé signer des contrats pour la vente massive de systèmes d'armements et de centrales nucléaires. Avant de se retourner contre son allié Kadhafi, quatre ans plus tard. Avec les résultats que l'on sait…

Bertold du Ryon

POSTE (92) Succès du rassemblement contre le licenciement de Gaël et contre la répression !

Nous étions 300 personnes le 29 juin dernier au rassemblement en soutien à Gaël (SUD Poste 92) devant le ministère du Travail. Une ambiance très combative et chaleureuse, qui a donné du courage et de la détermination à tout le monde !

Beaucoup de postierEs étaient présentEs. Mais aussi des soutiens, parmi lesquelLEs ont pris la parole : Mickaël Wamen (CGT Goodyear), Éric Coquerel (député FI), Danièle Obono (députée FI), Olivier Besancenot (NPA), Romain Altman (Info-Com CGT), Éric Beynel (Solidaires), Laurent Degoussée (SUD Commerce)...

Olivier Besancenot en soutien à Gaël devant le ministère du Travail. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

Acharnement de la direction

Le rassemblement a été l'occasion de rappeler la situation de Gaël et l'acharnement sans précédent dont il fait l'objet : 12 procédures de licenciement en 14 ans ! La procédure en cours date de 2010. La Poste avait tenté de le licencier en 2010 en l'accusant de séquestration alors qu'il avait participé à une occupation de la direction départementale de La Poste : son licenciement avait été refusé successivement par l'inspection du travail, par le ministre du Travail de l'époque, puis par le tribunal administratif. La Poste a fait appel une quatrième fois et, en avril dernier, la cour d'appel du tribunal administratif de Versailles a relancé la procédure de licenciement. Gaël va à nouveau passer devant l'inspection du travail. Si celle-ci refuse à nouveau le licenciement, c'est Muriel Pénicaud, actuelle ministre du Travail, qui décidera si Gaël conserve son emploi.

À la « tribune » étaient présentEs plusieurs dizaines de camarades postierEs touchéEs par la répression. Car derrière le cas emblématique de Gaël, c'est une politique ultra répressive qui touche les postiers, et pas seulement les militants. Nous avons effectué un premier recensement des poursuites disciplinaires et pénales infligées aux militantes et militants SUD et CGT en Île-de-France : 10 ans de mises à pied cumulées depuis 2012, 14 ans depuis 2010 !

Au final, la convocation de Gaël à l'inspection aura lieu le 7 juillet, mais en cas de refus de sa part c'est de toute façon la ministre du Travail qui décidera très probablement d'ici la fin de l'été, d'où le maintien du rassemblement hier... devant le ministère justement.

Correspondant

« DIALOGUE SOCIAL » Ordonnances : mobiliser à la hauteur des enjeux

La procédure des ordonnances permet au pouvoir d'entretenir l'opacité sur le contenu précis des mesures qui seront imposées par cette disposition particulièrement antidémocratique. Une situation largement favorisée par l'attitude des organisations syndicales qui non seulement acceptent ce « dialogue social » et, pour certaines, en font même l'apologiet.

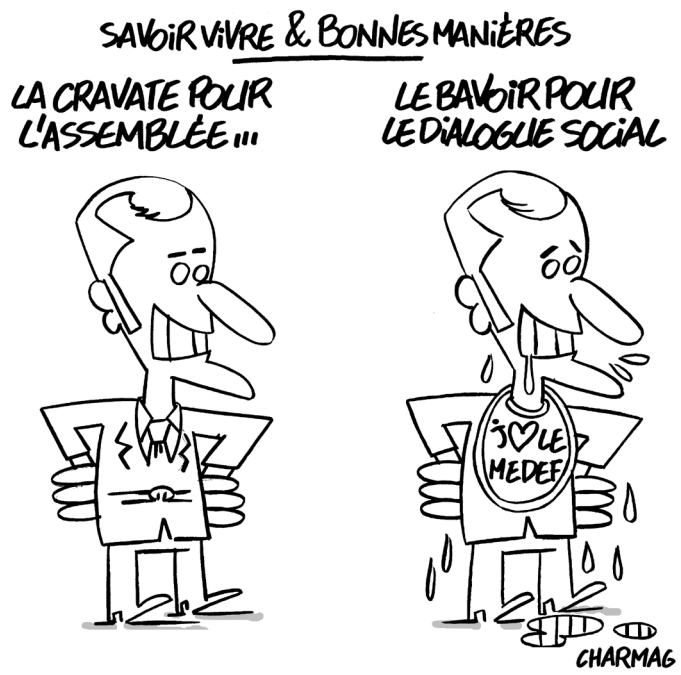
L'attitude des directions syndicales ne favorise pas une mobilisation déjà rendue difficile par les bilans non tirés de mobilisations précédentes.

C'est pas à Matignon...

Pour certaines organisations syndicales, la participation à toutes les formes de concertation avec l'État ou avec les directions d'entreprise fait ainsi partie des traditions. Une tradition qui repose d'abord sur une vision de l'entreprise, des relations entre salariéEs et patrons, dans laquelle les objectifs, les intérêts sont largement partagés. Dans le système français de concurrence entre plusieurs organisations syndicales nationales, la « bonne volonté » des responsables syndicaux est aussi un gage de l'existence même de ces syndicats.

Au niveau national, l'ensemble du système de « dialogue social » alimente largement en nombre de postes et en financement les organisations complaisantes : Conseil économique social et environnemental (CESE), Commission supérieure des conventions collectives, Conseil d'administration de la Sécurité sociale, gestion de l'assurance chômage, etc. et structures paritaires multiples de la fonction publique avec des déclinaison régionales. À de nombreuses reprises, l'enjeu de mobilisations syndicales a tourné autour du maintien de positions dans ces « places fortes » (comme FO en 1995).

Parallèlement, la logique du « dialogue social » est très présente dans les entreprises avec notamment les comités (centraux) d'entreprise, de groupe, d'administration, etc. Le recours aux syndicats « maison » s'est relativisé au profit d'une plus grande intégration des syndicats « traditionnels ». La place est occupée par FO, la CFTC, la CFE-CGC, et de plus en plus par la CFDT. Dans le même temps, les évolutions sociologiques donnent un poids croissant à la CFE-CGC, parfois même aux dépens de la CFDT (comme à Renault Guyancourt). La quasi-disparition, largement accompagnée par la CGT, des secteurs d'État, nationalisés, réduit les positions syndicales, leur influence et leurs moyens, notamment pour la CGT. Là aussi, évolutions sociologiques et politiques d'éclatement contribuent encore davantage aux pertes de positions de la CGT.



Bouleversement ?

La loi de 2008 confortait le système existant en tentant de renouveler les critères de validation des organisations syndicales au bénéfices des « grandes confédérations ». Le bilan est maigre, si l'on excepte la difficulté pour les petites structures, d'autant lorsqu'elles sont un tant soit peu combatives, à s'implanter dans les entreprises. Si la mise en cause des prérogatives des organisations syndicales et des institutions représentatives du personnel (IRP) a été continue depuis des années, un saut qualitatif pourrait être franchi avec les ordonnances Macron-Philippe-Pénicaud. La primauté donnée aux accords d'entreprise dans de nombreux domaines, la diminution et la réduction drastique des prérogatives des IRP, la possibilité extensive de mise en œuvre de référendum, viennent compléter la facilitation des licenciements et la mise en cause du CDI. Les misérables contreparties, sous la forme de prime donnée à l'institutionnalisation du syndicalisme, ne sauraient tromper personne, sauf des directions syndicales prêtes à tout cautionner ou accrochées à leurs postes à un Conseil économique social et environnemental mis en valeur par Macron devant le Congrès..

Construire les résistances

Dans le contexte de la crise économique et politique, les sacrifices exigés à l'encontre des travailleurEs impliquent une double nécessité : une politique de répression qui profite de la menace du terrorisme pour s'appliquer à toutes celles et ceux qui s'opposent aux régressions sociales ; une domestication des organisations censées aider à la constructions des résistances, au premier rang desquelles les organisations syndicales.

Le comportement de ces dernières dans la pseudo-concertation engagée confirme leurs choix passés : la CFE-CGC, FO, la CFTC et la CFDT en acceptent totalement le cadre, se félicitant ici ou là d'« avancées », de « garanties » ; la direction confédérale CGT se refuse à rompre clairement avec cette attitude.

Au prétexte de l'absence d'unité syndicale, du bilan des mobilisations précédentes, de la difficulté à rassembler public et privé, la direction refuse de montrer clairement son opposition aux projets Macron, en continuant à participer à la pseudo-concertation et en tergiversant dans la mise en place d'un calendrier qui permette de donner la possibilité à la mobilisation de se développer. Des luttes et des résistances partielles existent, des cadres unitaires se construisent. Plutôt que de commenter et mettre en garde, la CGT aurait dû proposer, au côté de Solidaires, des associations et des partis politiques qui refusent les reculs programmés par le pouvoir, des initiatives permettant de surmonter les divisions, les hésitations. Penser qu'en refusant le combat on pourrait éviter la défaite est une erreur profonde. Améliorer le rapport de forces ne passe pas d'abord par la syndicalisation, les négociations à froid mais par les mobilisations. Construire la réussite du 12 septembre, c'est aussi en préparer les suites.

Robert Pelletier

CHU DE TOULOUSE Grève illimitée à la crèche !

Depuis mardi 27 juin l'intégralité des agents titulaires (auxiliaires de puériculture, puéricultrices, éducatrices de jeunes enfants, agents de service hospitalier...) est mobilisé.

L'impact est fort sur tout l'hôpital car les salariéEs qui n'ont pas de solution de garde ne peuvent pas aller travailler (120 enfants dans la crèche de l'hôpital Purpan).

Elles sont mobilisées principalement sur les questions d'effectifs (recrutement de quatre auxiliaires de puériculture, d'une agent de service hospitalier et d'une éducatrice jeunes enfants), de l'obtention du statut « d'active » pour la retraite des auxiliaires de puériculture en crèche (désormais considérées comme sédentaires, elles n'ont plus la reconnaissance de pénibilité et ne peuvent plus partir à la retraite à 57 ans), et contre le projet de privatisation de la crèche.

DR

Mépris de la direction

Face au refus de la direction de l'hôpital de les recevoir pour négocier, elles ont envahi les locaux de l'Hôtel-Dieu mardi 27 juin. Le DRH reste sourd à leurs revendications, même lorsqu'elles expliquent qu'elles n'ont plus assez de personnel pour s'occuper au mieux des enfants (plus de réels projets pédagogiques possibles, turnover très important qui entraine une perte de repères des enfants), et alors qu'elles signalent les problèmes depuis des années.

La direction du CHU, comme à son habitude, affiche un total mépris des agents. Direction qui, entre 2015 et 2016, a supprimé 109 postes alors que pour répondre aux besoins, elle aurait dû en créer 500...

Pour la première fois toutes les professionnelles de la crèche sont mobilisées ensemble, il est important de les soutenir financièrement pour qu'elles puissent tenir ![1]

Pauline Salingue

1 – Une collecte est organisée sur Le Pot commun : https://www.lepotcommun.fr/pot/ekv3w4bp

MIGRANT-E-S Macron c'est dégueulasse !

Alors que des milliers de migrantEs meurent en mer, on aurait pu penser que l'urgence était d'améliorer les moyens de sauvetage assurés de plus en plus par des bateaux affrétés par des ONG...

Ce lundi 3 juillet, à l'initiative du gouvernement français, les ministres de l'Intérieur français, italien et allemand ont proposé leurs « solutions ». Il s'agit de *« travailler à un code de conduite pour les ONG »* et à *« renforcer le soutien aux gardes-côtes libyens »*. Enfin il faut *« renforcer la stratégie de l'Union européenne pour le retour des migrants »* dans leur pays. Ces propositions seront discutées le 6 juillet dans une rencontre des ministres de l'Intérieur européens.

Décidément tout est dégueulasse dans le Macron. C'est lui qui a inauguré sa présidence en se moquant des milliers de Comoriens qui meurent en mer en tentant de rejoindre Mayotte. Son ministre de l'Intérieur a confirmé que ce cynisme n'était en rien une plaisanterie de mauvais goût en déclarant quelques jours plus tard que *« l'essentiel c'est de tarir les flux d'entrée »*. Traduisez bien : au mieux, les morts sont un dommage collatéral, le « prix à payer » pour une politique qui vise à « tarir les entrées ».

MICHELIN

1500 postes de travail en moins malgré des profits records ?

Michelin annonce la suppression de 1500 emplois en France d'ici à 2021. Ils s'ajoutent dans la même annonce aux 450 postes de travail supprimés aux États-Unis…

À Michelin, la direction ne manque pas d'air… DR

Michelin est le premier fabricant de pneumatiques dans le monde. C'est l'une des plus anciennes et plus puissantes firmes capitalistes françaises appartenant depuis plus d'un siècle à la même famille d'actionnaires. Michelin emploie plus de 110 000 salariéEs à travers le monde, dont près de 20 000 en France. Ayant réalisé plus de 1,6 milliard d'euros de profits l'an dernier (sur un chiffre d'affaires de presque 21 milliards), la rentabilité a atteint un record, avec une marge opérationnelle de 12,9 %. Et le cours de l'action Michelin a vu sa valeur augmenter en bourse de 147 % depuis cinq ans. Bref, c'est une firme mondialisée prospère, dont la seule raison sérieuse pour ces suppressions d'emplois est de produire encore plus d'enrichissement pour ses propriétaires rentiers et ses actionnaires.

En comptant les embauches annoncées, d'ici 2021, 5 000 salariéEs de Michelin devront quitter le groupe en France, et 2 000 salariéEs basés à Clermont-Ferrand sont concernés. Alors que cette ville est construite autour de cette quasi mono industrie, on peut prévoir les dégâts au-delà des seules usines Michelin. Michelin ne remplacera pas 970 départs en retraite d'ici 2021. De 30 000 dans les années 1970, les effectifs Michelin y passeront à moins de 10 000 dans la ville. Les départs, incluant des pré-retraites, seront certes au volontariat, mais on connaît la chanson : plus on se rapproche des dates butoirs, plus les pressions individuelles augmentent… avec des départs « volontaires » de plus en plus forcés ! Et 970 emplois en moins, c'est une charge supplémentaire pour celles et ceux qui restent.

Des promesses, toujours des promesses…

Comme le dénonce le syndicat CGT de l'usine de Blavozy, *« Afin de rassurer l'opinion, le communiqué de presse de la direction indique que de nouveaux emplois seront créés sur Clermont. Or, cette même annonce avait été faite lors de la fermeture de l'usine de Tours, où 200 emplois devaient être créés. Il n'en fut rien : ces emplois n'ont jamais vu le jour, l'usine est rasée et aucune entreprise ne s'implante sur la friche. Les promesses de la direction n'engagent que ceux qui y croient. »*

Le groupe Michelin veut maintenant aller très vite. Un livre blanc a été remis aux syndicats jeudi 22 juin. Un comité d'entreprise extraordinaire a été fixé au 6 juillet. Des négociations dureront quatre mois – en juillet, septembre, octobre et novembre – pour la signature d'un accord fin novembre. Un dialogue social bidon dont on connaît déjà l'essentiel des conclusions.

Il y a mieux et plus urgent à faire qu'à perdre son temps dans ces négociations inutiles : tout mettre en œuvre pour préparer la riposte qui sera plus que nécessaire afin de contrer la politique de casse du code du travail par ordonnance de Macron mise en place pendant la période estivale. Pour Michelin, c'est une politique qui facilitera la mise en place de son plan de 1 000 suppression d'emplois…

CorrespondantEs

GM&S LA SOUTERRAINE (23)

La lutte n'est pas liquidée !

Le lundi 26 juin, les travailleurs de GM&S, sous-traitant automobile, étaient amenés à se prononcer en assemblée générale sur la poursuite de leur lutte (voir articles précédents).

Face au gouvernement et aux constructeurs qui restent sourds aux légitimes revendications des salariéEs, face à l'unique repreneur GMD (autre équipementier automobile) qui ne veut poursuivre l'activité qu'avec 120 salariéEs sur les 240 emplois demandés par les ouvrierEs de GM&S, et face à l'ultimatum imposé par le tribunal de commerce de Poitiers pour le 30 juin, c'est avec rage et colère que 85 % des travailleurs ont accepté une solution de compromis consistant à continuer à se battre pour porter à 180 le nombre de salariéEs repris et 150 000 euros d'indemnités de départ pour celles et ceux qui ne conserveraient pas leur emploi.

Toute la semaine, ils ont fait le maximum de rencontres, de réunions, à tous les niveaux pour faire aboutir leurs demandes, enflammant une machine à souder pour mettre la pression devant le cynisme affiché envers les futurs licenciés. L'État ne promet que des formations… alors qu'il n'y a pas de boulot dans la région ! La préservation de l'emploi n'est pas le souci des différents interlocuteurs, en témoigne le triste et scandaleux épisode des bâtiments. [1]

Escroquerie en bande organisée

Les anciens dirigeants d'Altia, anciennement GM&S, qui avaient pillé l'usine à leur profit et sont depuis 2014 poursuivis pour abus de bien sociaux, avaient créé une SCI (société civile immobilière) qui avait racheté l'usine de La Souterraine en 2009 pour 250 000 euros… et faisait payer au groupe Altia puis GM&S un loyer de 25 000 euros par mois ! Une véritable escroquerie !

Le potentiel repreneur GMD refuse, lui, de payer ce loyer exorbitant. Alors l'État, qui sait envoyer sa police contre les travailleurs en lutte, ne fait rien contre ces escrocs et demande à l'intercommunalité de La Souterraine de racheter à cette SCI terrain et bâtiments… pour un million d'euros ! Ce même gouvernement qui ose demander aux travailleurs de « rester calmes »…

Le 30 juin, le tribunal de commerce de Poitiers a prononcé la liquidation de l'entreprise avec poursuite de l'activité jusqu'au 21 juillet, le temps de finaliser la reprise par GMD. Pour les travailleurs, en lutte depuis 8 mois pour sauver leur emploi, c'est le coup de massue. Mais étourdis et pas assommés, ils ont décidé de poursuivre le combat et de mettre à profit ce délai supplémentaire pour arracher le maximum d'emplois. Ils projettent pour mercredi 5 et jeudi 6 juillet une action sur Paris. Leur colère doit aussi être la nôtre, car leur combat nous concerne touTEs. Ne les laissons pas isolés !

Correspondant

1 – Voir l'article du 22 juin dernier sur Mediapart

RÉPRESSION

Pour la défense des libertés ouvrières et syndicales à PSA

Après la fermeture de l'usine d'Aulnay et l'arrivée de nouveaux capitaux en provenance notamment de l'État, le groupe automobile PSA renoue massivement avec les profits… et avec ses vieilles méthodes.

Charges de travail accrues, horaires flexibles, chasse aux temps morts, salaires bloqués, recours aux intérimaires : les nouveaux actionnaires comme les propriétaires rentiers de la famille Peugeot en veulent toujours plus. Cette politique fait face à des résistances même si celles-ci se manifestent aujourd'hui principalement à un niveau local, dans les ateliers ou usines où les pratiques de l'encadrement deviennent par trop insupportables. La direction de PSA, obsédée par son « retour dans la course »… aux profits, veut briser ces débuts de résistance, et renoue avec les anciennes méthodes de Peugeot, Citroën et Simca en matière de répression contre les salariéEs.

Gardes à vue et mises en examen

Le syndicat CGT PSA a recensé la trop longue liste des actes de répression perpétrés par les directions de PSA ces derniers mois. Parmi les plus récents, la convocation, vendredi 23 juin, devant le tribunal correctionnel, du secrétaire du syndicat CGT de l'usine de Poissy, Farid Borsali. Plus de 200 personnes s'étaient rassemblées devant le palais de justice de Versailles, dont une centaine d'ouvriers, en débrayage, venus de Poissy, accompagnés de délégations de pratiquement toutes les usines du groupe, et même de Renault et d'autres entreprises. Alors qu'il a été démontré que l'affaire avait été montée de toutes pièces pendant une mission du CHSCT, le jugement doit être rendu le 7 juillet. Neuf militants de la même usine ont été mis en garde à vue pendant neuf heures avant une comparution annoncée pour le 16 novembre. Dans l'usine de Mulhouse, neuf militants avaient été mis en examen pour distribution d'un tract syndical en mars 2016. La répression contre le mouvement social et sa criminalisation s'aggravent, comme en témoignent les manifestations contre la loi travail ou la procédure de licenciement engagée contre le militant de La Poste Gaël Quirante. Quatre syndicalistes de Ford Blanquefort, parmi lesquels Philippe Poutou, viennent d'être condamnés suite à des actions au Salon de l'automobile de Paris. La répression chez PSA s'inscrit dans ce contexte, rendu encore plus agressif par la préparation des ordonnances Macron, qui annoncent la destruction du code du travail et la remise en cause des droits des militants et délégués syndicaux. Trop, c'est trop ! Le syndicat CGT PSA est à l'origine d'un appel à la « constitution d'un comité de défense des libertés ouvrières et syndicales à PSA » dont le parrainage a été confié à Gérard Filoche. Une conférence de presse est prévue samedi 8 juillet à 11 heures devant le siège de PSA. Alors que la répression s'exerce aujourd'hui usine par usine en ciblant les militants les plus combatifs, cette initiative élargit la solidarité et rompt l'isolement dans lequel les directions patronales veulent nous enfermer. Tout ce qui peut enrayer les politiques répressives est bienvenu. Alors que Macron est à l'offensive sur tous les fronts, question démocratique et question sociale se conjuguent dans la construction de notre résistance, touTEs ensemble.

Jean-Claude Vessilier

Au pire, ces morts sont nécessaires pour diminuer les flux en rendant le risque le plus dissuasif possible.

Il y a trois ans, le sauvetage en Méditerranée était assuré par le gouvernement italien avec l'opération « Mare Nostrum ». En 2014, celui-ci a mis fin à cette opération en l'absence de soutien financier des autres gouvernements. Ceux-ci argumentent déjà que l'opération crée un « appel d'air ». En résumé, il vaut mieux laisser des migrantEs mourir en mer pour dissuader d'autres de tenter l'aventure. L'opération qui prend sa place temporairement, l'opération Triton, pour un coût du tiers, change aussi d'objectif. Il s'agit désormais plus d'assurer le contrôle des frontières que le sauvetage en mer. Le résultat sera, dès 2015, selon le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies *« une hécatombe jamais vue en Méditerranée »*.

La politique du « laissez-mourir »…

En mars 2016, l'accord UE-Turquie ferme, de fait, la route des Balkans. Cet accord déplace les voies de traversée de l'est vers le centre de la Méditerranée, de la Grèce vers l'Italie. Le nombre de victimes atteint un record dépassant les 5 000 morts en un an.

La semaine dernière, l'OCDE a publié un rapport montrant que le flux des arrivées en Europe a considérablement baissé ces derniers mois. L'Europe est en train de devenir réellement une « forteresse ». Mais le taux de mortalité a fortement augmenté du fait de la politique du « laissez-mourir » menée par les gouvernements européens. Et aujourd'hui, la cible, ce sont les ONG qui sauvent des migrantEs en mer.

L'OCDE conclut son rapport par la nécessité de mettre en place des politiques d'intégration pour les réfugiéEs arrivés sur le territoire européen. Mais même cela, qui passe sous silence les milliers de morts, c'est de l'enfumage, car la politique de chasse aux migrantEs à l'intérieur des pays est le contre-point de la politique qui tue aux frontières. Et là encore, le gouvernement Macron est à l'avant-garde : mise en place d'un laissez-passer européen qui permet de contourner les gouvernements des pays d'origine dans les expulsions, multiplication des assignations à résidence pour les dublinéEs, refus de construire un centre d'accueil à Calais… Il s'agit de rendre en France la vie impossible pour les migrantEs. Une politique légitimée par une déshumanisation qui exacerbe toutes les formes de racisme. Les fascistes de Génération identitaire l'ont bien compris, eux qui saluent la *« nouvelle position politique au plus haut sommet de l'État »*…

Samedi 1er juillet, porte de la Chapelle à Paris, un rassemblement en soutien et avec les migrants. Photothèque Rouge / JMB

Plus que jamais, la lutte est indivisible, celle qui se bat pour la liberté de circulation ET d'installation. Celle qui sauve les vies. Et notre humanité.

Denis Godard

Les comités en action !

Dijon (21) Le punch de Philippe Poutou conforte l'utilité du NPA ! Des anciens qui réapparaissent, des têtes nouvelles, des lycéenEs, des étudiantEs, des salariéEs plutôt précaires… Malgré l'orage, nous étions un peu plus de 25 mardi 27 juin à échanger avec Philippe sur les luttes sociales, la défense de migrantEs lycéenNEs menacéEs d'expulsion, la construction d'un collectif sur l'université…
C'est de cette convergence plus que des élections qu'il a été question, face aux ordonnances Macron, à l'état d'urgence permanent, à la chasse aux migrantEs et contre les grands projets inutiles avec une aspiration commune : ne pas attendre pour agir et fédérer les luttes. Durant deux heures, une vingtaine d'interventions ont porté, au-delà de l'unité pour résister, sur le sens du travail, sur une autre société. De façon diffuse pointait le souci d'organiser la contre-offensive. Philippe a souligné à plusieurs reprises la nécessité d'une organisation anticapitaliste, dont le NPA se veut un des porteurs, au moment où les partis traditionnels se délitent.
Plusieurs contacts nouveaux ont été pris lors du pot final où les échanges se sont prolongés.

Paris 17e Salle comble pour « penser le travail autrement ». Mardi 27 juin, près de 80 personnes pour le Café politique du 17e, organisé conjointement par les comités locaux du NPA, PCF, PG, Ensemble, Nouvelle Donne, Attac et du Collectif Roosevelt, avec Emmanuel Dockès, professeur à Nanterre, coordonnateur du groupe de recherche pour un autre code du travail (GR-PACT), Benoît Borrits, journaliste et économiste, et Hervé Roussel, membre de la commission « Alternatives » d'Attac.
Un texte plus court, plus lisible et surtout plus protecteur, c'est la proposition de code du travail du GR-PACT, l'exact contre-pied du gouvernement et de sa réforme *« que l'on peut croiser avec le programme du Medef tel qu'il le défend depuis la fin des années 1980 »*. Mais changer le code du travail n'y suffit pas : *« c'est la société qu'il faut changer et les forces de gauche ne peuvent plus se contenter d'être en résistance, on doit passer en contre-attaque »*. Dans cette perspective, les intervenants du café politique ont décrit divers systèmes alternatifs : pour Emmanuel Dockès, tout simplement *« la suppression de l'État et du capitalisme »* ; la généralisation de la Scop comme modèle d'organisation du travail pour Benoît Borrits ; l'autogestion pour Hervé Roussel qui s'appuie notamment sur l'expérience de Notre-Dame-des Landes.
Après les présentations, la salle a pu longuement échanger et ainsi envisager, au-delà de l'indispensable lutte contre les offensives ultra libérales, des changements radicaux de société. Une soirée à la fois riche et chaleureuse.

DR

Paris 18e Extrême droite et patronat, les liaisons dangereuses… Jeudi 29 juin, nous étions une trentaine rassemblés dans un bar du quartier pour discuter du fascisme d'hier et d'aujourd'hui, et en particulier de ses rapports avec la bourgeoisie. La discussion était introduite par l'historienne Mathilde Larrère, dont une chronique vidéo pour *Arrêt sur images*, *« Les communistes allemands, responsables du nazisme. Allons donc ! »*, avait marqué les débats d'entre-deux-tours, et Vanina Giudicelli, camarade du NPA qui intervient sur ces questions.
La discussion fut particulièrement riche, tant sur les aspects historiques que sur l'analyse des dangers contemporains. Il fut question du FN bien sûr, mais aussi des groupuscules violents qui gravitent autour de lui. L'analyse des mouvements fascistes comme forces autonomes mais pouvant à certains moments être utilisés par le patronat est bien d'actualité, tout comme celle des régimes antidémocratiques qui, de Brüning à Macron, peuvent leur ouvrir la voie du pouvoir.
La question du combat antifasciste se pose aussi sous un nouveau jour. Si la situation n'est pas celle des années 1920-1930, nous pouvons nous en inspirer pour réinventer les moyens de mobiliser le plus grand nombre possible contre cette menace mortelle, pour empêcher les mouvements fascistes de se développer et de diffuser leur poison dans la société.

Notre-Dame-des-Landes

Faire converger les luttes et les résistances pour gagner !

Après la parenthèse de la période électorale, le mouvement contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (NDDL) réunit ses forces et ambitionne de faire converger les luttes et les résistances ces 8 et 9 juillet.

La période électorale a formé une parenthèse pour le mouvement contre l'aéroport de NDDL : il était impossible d'expulser la Zad sans déclencher une réaction de masse. Rappelons qu'une promesse d'expulsion de la Zad par Valls à l'automne dernier avait été repoussée par une manifestation massive sur la Zad.
Cette parenthèse s'achève. Nous héritons comme président du ministre de la loi travail prêt à toutes les répressions pour arriver à ses fins, prêt à expulser la Zad, pour autant qu'il en ait les moyens. Nous héritons aussi d'un Premier ministre ancien cadre d'Areva, pour qui l'environnement et la sécurité réelle des personnes ne comptent pas. Nous héritons enfin d'un Hulot qui servira d'assurance sur les bons sentiments écologiques du gouvernement.
Le rassemblement de ce week-end a donc été conçu comme le premier grand rassemblement militant après les élections. Intitulé *« De nos terres à la Terre. Résister, agir, vivre »*, il vise à rassembler une fois de plus toutes les forces disponibles sur toutes les luttes qui traversent la société.

Vers une nouvelle alliance paysans-travailleurs

La convergence avec le monde syndical se poursuit. Ce n'est désormais plus le seul syndicat CGT de l'aéroport actuel (AGO) qui s'oppose à NDDL, mais aussi la CGT du groupe Vinci et celle de l'ensemble du BTP. Avec d'autres syndicats locaux ou nationaux (Solidaires), le front syndical s'est élargi et ouvre des perspectives de solidarités réciproques, comme aux grandes heures des alliances ouvriers-paysans de Loire-Atlantique.
Car la rencontre est en train de se faire avec les syndicats paysans. La tradition locale d'alliance entre ouvriers et paysans est en train de renaître : on en aura ainsi un aperçu historique par une série de témoignages les 8-9 juillet. Mentionnons simplement qu'elle a permis en 1968 une solidarité exceptionnelle, où les paysans venaient nourrir les grévistes.

Avec ou sans aéroport, défendre la Zad !

La rencontre des syndicats est aussi en train de se faire avec les occupantEs de la Zad. Une autre convergence émerge avec les mouvements de soutien aux migrantEs, car c'est la production de la Zad qui nourrit en partie les migrantEs de la région nantaise.
C'est donc tout le mouvement militant qui commence à se rencontrer sur et autour de la Zad. Un mouvement neuf en train de naître d'une lutte historique, car chacun sait que cette lutte est l'une des rares qui peut être gagnée dans les mois à venir. Un mouvement qui réaffirme que la Zad ne disparaîtra pas avec l'abandon éventuel du projet d'aéroport. Une unité et une détermination précieuses, car les « médiateurs » nommés par le gouvernement vont être tentés de diviser le mouvement, par exemple en négociant l'évacuation de la Zad contre un report *sine die* du projet. Car sur le fond, le gouvernement ne tient pas particulièrement à ce projet. Une partie de la droite s'y oppose pour ne pas vider inutilement les caisses de l'État et des collectivités ; une partie du patronat local aussi, représentée par Philippe de Villiers en Vendée. Reste que tout ce monde s'entendra pour virer la Zad, d'où l'importance d'un rassemblement militant le plus large possible.

Le NPA est là !

Outre notre désormais habituel stand, les militantEs du NPA participeront à pas moins de quatre débats. Nous avons mis l'accent sur les sujets qui relient l'écologie aux autres mouvements de lutte. Ainsi, la casse du code du travail et précarité : après la loi travail et avant les ordonnances, quelles conséquences, quelles résistances ? Les luttes écologiques et luttes sociales : nécessités, lieux et conditions d'une convergence dans un projet de transformation de la société. Pour des transports gratuits : enjeux écologiques, sociaux et économiques de la gratuité des transports en commun, en ville et au-delà. Enfin, pacifisme, écologie et féminisme : des mouvements liés, des années 1960 aux USA jusqu'à aujourd'hui dans les pays du Sud. Ce week-end, toutes les luttes seront bien à Notre-Dame-des-Landes.

CorrespondantEs du NPA44

Programme complet et infos pratiques (transports, hébergement…) : http://notredamedeslandes2017.org

Conseil politique national

Sortie de crise ?

Le Conseil politique national du NPA s'est réuni les 1er et 2 juillet 2017. Malgré les difficultés rencontrées par l'ensemble de l'extrême gauche, il a tenté de tourner l'organisation vers l'avenir.

La résolution majoritaire a recueilli une majorité nette (55 % des voix exprimées), une habitude que nous avions perdue depuis plusieurs réunions… C'est, nous l'espérons, le signe que des éléments de clarification sont apparus, et que nous pouvons repartir de l'avant, dans une situation politique très incertaine.

Des difficultés qui pèsent lourdement sur la situation

Macron récupère tous les pouvoirs, le FN a fait des scores élevés, la gauche se retrouve avec seulement 30 % des voix… dont celles des drapeaux tricolores de La France insoumise. Les directions syndicales sont en phase de discussion avec le gouvernement et les mobilisations restent faibles. Néanmoins, des points d'appui existent : la faible légitimité du gouvernement (16 % des inscritEs aux législatives), l'écho de la campagne Poutou, le fait que bien des militants, malgré les confusions, espèrent faire de la FI une force utile pour les luttes, les tentatives de construire des mobilisations, au sein du Front social ou des organisations syndicales.
Des camarades ont d'ailleurs proposé une motion pour faire du Front social l'intervention prioritaire des militantEs du NPA. Cette motion a été minoritaire (32 % des voix), non parce qu'une majorité serait hostile au FS, mais parce que nous avons tenu à insister dans la résolution majoritaire sur la nécessité de travailler à ce que les secteurs les plus combatifs ne se coupent pas des secteurs du salariat, ultra majoritaires, qui ne sont pas mobilisés, ce qui passe par la recherche de l'unité la plus large dans les luttes. Nous estimons en outre que la construction des luttes n'élimine pas la nécessité impérieuse de construire un parti pour la révolution, qui soit indépendant des bureaucraties, mêmes celles qui s'opposent à Macron.

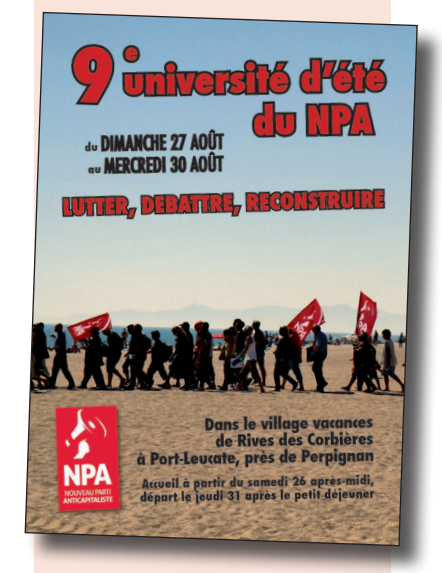
Construire le NPA, en débattant au sein du mouvement ouvrier

De nombreux éléments montrent la nécessité pour le NPA de s'impliquer dans le débat à gauche. Le PS s'est sabordé, et de fortes contradictions existent au sein de La France insoumise (où un député se paie au Smic quand d'autres admirent les Rafale). Le NPA, dans les débats, devra montrer, sans sectarisme, qu'il faut tirer les bilans de la faillite des partis de la gauche institutionnelle : *« Le NPA ne peut pas prétendre être à lui seul ce parti qui se construira par des regroupements, des ruptures face aux tâches pratiques pour les anticapitalistes et les révolutionnaires. Plus probablement sous l'effet de l'expérience de futures montées des luttes que par le renouvellement de débats entre forces politiques se situant d'une manière ou d'une autre du côté du monde du travail. »*
L'urgence est aussi à construire l'organisation, en débattant avec toutes celles et tous ceux qui ont apprécié la campagne Poutou. Il y a une continuité entre la campagne que nous avons menée à la présidentielle, qui était centrée sur la nécessité de reconstruire la conscience de classe, de s'opposer à la droite et à l'extrême droite, de construire les luttes, et ce que nous faisons aujourd'hui : construire les mobilisations contre le gouvernement, s'opposer à l'extrême droite et argumenter sur la nécessité d'un parti *« capable de résister aux attaques immédiates tout en défendant une perspective pour la transformation révolutionnaire de la société, pour en finir avec le capitalisme. »*

L'ouverture de débats

Le CPN a également lancé le congrès, qui se tiendra début 2018. Nous n'avons pas encore décidé des thèmes des débats qui auront lieu, mais il y a fort à parier qu'ils aborderont les thèmes débattus lors de ce CPN ou qui seront abordés à l'Université d'été : comment construire un parti aujourd'hui, comment gérer les désaccords en son sein pour une action plus efficace, quelle intervention dans la jeunesse, quels liens internationaux du NPA. Le débat ne fait que commencer !

Antoine Larrache



INSCRIPTIONS EN LIGNE : https://npa2009.org/ue2017

Essai

L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital, Andréas Malm

Édition La Fabrique, 2017, 15 euros

Ce livre est un recueil d'articles dans lesquels Andréas Malm, universitaire suédois, écologiste, marxiste, discute du concept à la mode d'« anthropocène » qui définit l'époque où l'impact des activités humaines est devenu si important qu'il entraîne notamment un bouleversement du climat.

Cette notion d'anthropocène introduit une confusion, en faisant de l'humanité un tout homogène, gommant sa particularité essentielle : son histoire sociale. Or si, pour Andreas Malm, l'origine humaine du réchauffement climatique est la découverte scientifique fondamentale de notre époque, elle doit nous faire prendre conscience qu'il trouve son origine dans les rapports sociaux de classes qui structurent la société capitaliste. Ainsi, il combat l'idée que c'est toute l'humanité qui serait collectivement responsable de l'augmentation des émissions de CO_2 (principal responsable du réchauffement actuel), du fait de l'augmentation de la population et de la consommation. Quelques chiffres pour déconstruire ce préjugé : Entre 1820 et 2010, la population humaine a été multipliée par 6,6 alors que les émissions de CO_2 l'ont été par plus de 650. D'autre part, entre 1980 et 2005, la population a eu tendance à croître plus vite… là où les émissions augmentaient le plus lentement. Enfin, les 45 % les plus pauvres de la population mondiale sont responsables de 7 % des émissions, quand les 7 % les plus riches sont à l'origine de 50 % des émissions !

Conjurer la catastrophe imminente

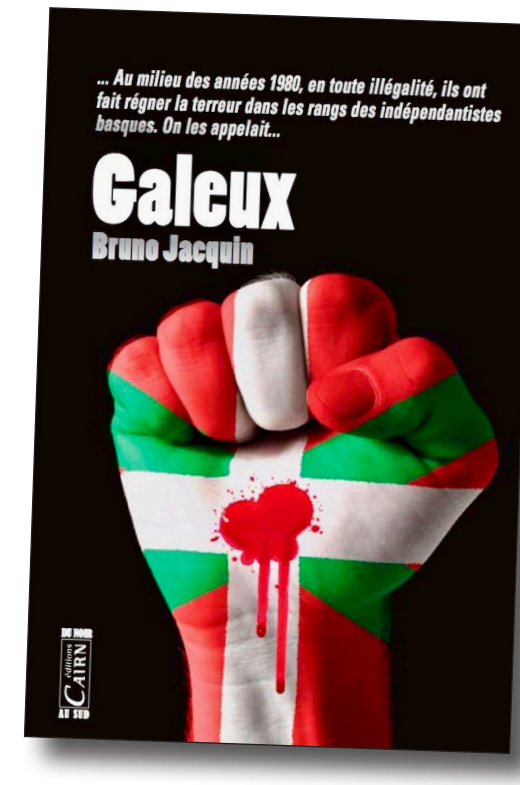
Face aux idées fausses introduites par l'anthropocène, *« l'alternative évidente est Marx »* ! L'histoire du capitalisme s'accompagne de l'explosion de l'utilisation massive des énergies fossiles. C'est pour cela que l'auteur s'attache à décrire les débuts de la révolution industrielle en Angleterre au 19e siècle quand s'est généralisée l'utilisation de la machine à vapeur et donc du charbon. Il montre à quel point cela a correspondu non aux besoins de l'ensemble de la société anglaise, mais aux intérêts de classe de la bourgeoisie qui l'a ensuite imposé au reste du monde. Le charbon, capital fossile, source d'énergie parfaitement adaptée aux besoins du capitalisme, est devenu partie intégrante des cycles d'accumulation du capital. Ce n'est pas l'augmentation de la population et de la consommation qui explique l'essor des énergies fossiles, mais la logique sans fin d'accumulation du capital sous l'aiguillon du profit. Un livre utile et important, dans lequel l'auteur a la volonté d'intégrer la question climatique à la critique marxiste du capitalisme et d'élargir ainsi la discussion aux perspectives que cela ouvre pour les révolutionnaires. *« Le changement climatique pourrait bien être l'accélérateur du 21e siècle, en précipitant les contradictions du capitalisme tardif (…) et en déclenchant des catastrophes locales à répétition. »* C'est à ce niveau de réponse que ce livre militant nous appelle à réfléchir : la transformation révolutionnaire de la société, seul moyen de conjurer la catastrophe imminente !

Bruno Bajou

Roman

Galeux, Bruno Jacquin

Éditions Cairn, 2017, 11 euros



Les crimes commis dans les années quatre-vingt par le GAL, organisation de barbouzes créée par l'État espagnol pour assassiner des militants nationalistes basques sur le territoire français, sont un peu oubliés aujourd'hui. Cette guerre secrète fit pourtant des dizaines de victimes, souvent avec la complicité des autorités et de la police française. C'est dans cette période sombre que nous plonge Bruno Jacquin.

En mai 2005, un retraité espagnol est victime d'un attentat à Saint-Sébastien. Petite fille, Inès va se lancer dans une enquête qui la conduira jusqu'au Venezuela où se sont réfugiéEs des militantEs de l'ETA. Elle ressent d'autant plus cruellement cette agression que son père a été lui-même assassiné. Pourtant, c'est d'appartenir au GAL qu'elle va être amenée à soupçonner son grand-père, et l'auteur de la tentative de meurtre pourrait être un garçon qu'elle vient tout juste de rencontrer. Qui est qui ? Quel rôle a joué le commissaire chargé officiellement de l'enquête ? Qui manipule qui ?

Ce roman nous montre comment cette guerre secrète a déchiré des proches et même des familles, car dans le milieu des exiléEs basques, tout le monde se connaît. Bruno Jacquin s'est documenté avec précision sur ce combat fratricide et sur les politiques menées par les gouvernements français et espagnols pour tenter de briser par tous les moyens, crimes et tortures, une organisation qui avait réussi à résister avec succès à la dictature franquiste et n'entendait pas abandonner la lutte. C'est donc à la fois un thriller et un roman historique qu'il nous propose. Sans faire l'apologie de l'ETA ni nier ses errements, Galeux nous rappelle que le terrorisme d'État le plus sanglant peut aussi s'exercer dans les pays riches dits « démocratiques ».

Gérard Delteil

Essai

Les graines du monde. L'Institut Vavilov, Mario Del Curto

Éditions Till Schaap (diffusé par Actes Sud), 45 euros

Le photographe Mario Del Curto présente l'extraordinaire histoire de l'Institut Vavilov de Saint-Pétersbourg. Créé en 1894, le *« Bureau de botanique appliquée »* est la plus ancienne banque de graines au monde. Nikolaï Vavilov, génial agronome moscovite épris de génétique, prend sa direction en 1920 et s'attelle à récolter des graines du monde entier pour reconstituer le patrimoine végétal mondial en cas de disparition de la biodiversité. Sa passion scientifique se nourrit de l'espoir de combattre la famine en Russie et dans le monde. Mettant en relation l'agronomie et la génétique des plantes, il étudie et organise l'extrême diversité du monde végétal, notamment des plantes alimentaires. Lénine l'avait placé à la tête d'une des plus grandes équipes de chercheurs du monde, et il sillonna la planète pour étudier les centres d'origine qui avaient vu naître le blé, l'orge, l'avoine, le seigle, les pommes de terre et le maïs, afin de comprendre les mécanismes de résistance de ces plantes rustiques à certaines maladies.

Vavilov pensait que ces variétés végétales pourraient améliorer les rendements du système agricole soviétique et ainsi améliorer l'alimentation de la population. Un espoir tué par la bureaucratie, qui le laissa mourir de faim en prison pour s'être opposé à Lyssenko, un charlatan, ennemi de la génétique mais fidèle à Staline et promu par lui à la tête de la politique agricole soviétique.

Séduit par cette étonnante et riche personnalité, par son immense travail ainsi que par la beauté des plantes et des hommes qui les cultivent, Mario Del Curto nous entraîne dans son voyage à la découverte de ce passé de la lutte du scientifique à travers les plantes et le monde. Il nous fait découvrir l'institut – aujourd'hui en grande difficulté financière – à travers ce véritable capharnaüm méticuleusement organisé que représente la classification de 325 450 échantillons d'espèces cultivés et de formes sauvages apparentés et l'herbier de 376 825 parts. De superbes photographies nous font découvrir la diversité du monde de Vavilov éclairé par des contributions écrites de scientifiques de renom. Une porte d'entrée aussi sur un aspect inattendu de l'influence créatrice de la révolution de 1917…

Un beau livre à offrir, à lire et regarder…

Yvan Lemaître

Enfants

Le 14e été des bouquins solidaires

Comme tous les ans, les éditions jeunesse Rue du Monde s'associent au Secours populaire pour cet été des bouquins solidaires : le quatorzième, du 15 juin au 15 août. Le Secours populaire emmène une journée à la plage plus de 40 000 enfants privés de vacances, et Rue du Monde leur offre des livres. Ainsi 5 000 ont été offerts l'année dernière.

Chaque année, Rue du Monde choisit une de ses collections, avec pour deux livres achetés, un troisième offert. Cette année, vous pouvez participer à l'opération en offrant vous-mêmes à vos petits (3-4 ans) un ouvrage de la collection « Coups de cœur d'ailleurs ». Des livres très colorés, un peu oniriques : venu de Corée, un éléphant se cache dans une fleur ; du Venezuela, les enfants s'appuient sur la nature pour faire du bien autour d'eux ; du Brésil, une explosion de couleur embarque tout le monde en bateau sur la rivière. De la poésie, des couleurs et toujours du fond, même pour les tout-petits…

Recommandons donc *l'Éléphant qui habitait dans une fleur* de Hwang K, *Le grand voyage de Guachipira* d'Arianna Arteaga Quintero et *Tous la même rivière* de Vanina Starkoff (les trois à 16 euros pièce).

Catherine Segala

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

AVORTEMENT : « La loi de 1975 est une loi de compromis »

DR

Entretien. *Après la disparition de Simone Veil, nous avons rencontré* ***Suzy Rojtman****, porte-parole du Collectif national pour les droits des femmes, pour parler de la lutte pour le droit à l'avortement et de son actualité.*

Peux-tu revenir sur le contexte – on l'imagine rétrograde – du début des années 1970, au moment même de la lutte qui a abouti ensuite à la loi de 1975 dite loi Veil ?

Au niveau de l'avortement, c'était la loi de 1920 votée par une chambre « bleue horizon » qui était encore en vigueur : interdiction de tout avortement et de toute propagande en sa faveur, afin de repeupler la nation. Toute la droite restait donc très rétive à l'avortement. Les représentations de « la femme » étaient tout à fait traditionnelles : elles devaient rester à la maison pour s'occuper des enfants, la pression de l'église réactionnaire était très importante…

Ce qui était révélateur de la période, c'est que par exemple la loi Neuwirth sur la contraception va être votée en 1967… mais les décrets d'application ne sortiront qu'en 1972.

Il y avait évidemment une grande masse d'avortements clandestins. Les femmes qui avaient de l'argent avortaient en Suisse dans de bonnes conditions. Les autres le faisaient dans de bien piètres conditions, avec des conséquences médicales qui pouvaient être graves pour la santé. Mais de toute façon, une femme qui voulait avorter le faisait.

Ces derniers jours, on a à juste titre rendu hommage au courage personnel de Simone Veil qui s'est en particulier affronté à son propre camp, mais on a très peu abordé la mobilisation – pourtant essentielle – en faveur de l'avortement, avec en particulier le rôle joué par le MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception)…

On était quelques années après Mai 1968 où il n'y avait pas eu de mouvement féministe à proprement parler. Symboliquement, le point de départ du Mouvement de libération des femmes (MLF) est le dépôt d'une gerbe à la femme du soldat inconnu à l'Arc de triomphe en août 1970. En avril 1971 est publié dans le *Nouvel observateur* le Manifeste des 343 femmes qui déclarent avoir avorté, un premier geste de désobéissance civile : aucune signataire n'est poursuivie. Il y a ensuite en octobre et novembre 1972 le procès de Bobigny, où une jeune fille de milieu ouvrier, Marie-Claire, est poursuivie pour avoir avorté après un viol, ainsi que sa mère, la « faiseuse d'ange » et deux femmes qui les ont aidées. L'avocate est Gisèle Halimi, et le procès devient un procès politique où est revendiqué l'avortement. Le verdict en demi-teinte est quasiment considéré comme une victoire : Marie-Claire et les deux femmes qui l'ont aidée sont relaxées et personne ne subit de prison ferme. Enfin, en février 1973, sort le Manifeste des 331 médecins qui déclarent avoir pratiqué des avortements, nouveau geste de désobéissance civile.

Dans la foulée, en avril 1973, est constitué le MLAC, en particulier pour assurer une protection au cas où il y aurait des inculpations de médecins. C'est lui qui sera le principal acteur de la mobilisation, une force très unitaire composée de féministes, d'avocates, du Planning familial, d'une bonne partie des organisations d'extrême gauche, de la MNEF, de la CFDT… Il y avait entre 300 et 400 comités, autonomes entre eux, sur tout le pays : on revendiquait le droit à l'avortement, on en pratiquait par la méthode Karman (par aspiration), on organisait des départs collectifs à l'étranger, notamment en Angleterre, pour avorter… Il y a aussi eu un film, interdit mais qui a circulé dans toute la France, *Histoire d'A*, pour montrer un avortement par la méthode Karman.

Et bien évidemment, il y a eu aussi de grandes manifestations. C'était un grand mouvement social de fond.

Du coup, le pouvoir est obligé de répondre, et donc de changer la loi.

Le 26 novembre 1974, quand Simone Veil prononce son premier discours à l'Assemblée nationale, avant de mettre en avant la question des femmes en détresse, les avortements clandestins, elle dit d'abord que la loi de 1920 est bafouée et qu'il faut rétablir l'ordre. En tant que femme de droite, elle était prise en étau entre un grand mouvement social et la droite réactionnaire. Le pouvoir a donc été obligé de légiférer. C'est dans ce contexte qu'elle a pu affronter, à l'Assemblée et en dehors, les fachos.

La loi de 1975 est une loi de compromis, très restrictive. Elle est votée cinq ans à l'essai et en 1979, il a fallu redescendre dans la rue. L'avortement n'est pas remboursé. Le délai très court est à dix semaines, neuf si on enlève la semaine de réflexion incompressible après les entretiens préalables obligatoires. Il y a des restrictions pour les étrangères qui doivent être résidentes depuis au moins trois mois pour pouvoir avorter. Pour les mineurEs, il faut l'autorisation des parents, et il y a une clause de conscience spéciale pour les médecins.

Il a donc fallu améliorer cette loi par la suite. On s'est donc remobilisé dans la rue en 1979 pour confirmer la loi, avec deux manifestations (une mixte et une non-mixte), avec un réel risque de retour en arrière. En 1982, il a fallu arracher au gouvernement de gauche le remboursement de l'avortement, Bérégovoy, alors ministre des Affaires sociales, était contre l'avortement. Et plus tard, on a obtenu de nouvelles améliorations en 2001 et 2014.

L'IVG est donc un droit qui existe aujourd'hui en France, mais quelles menaces planent sur celui-ci ?

La menace la plus importante est liée à la restructuration hospitalière, avec la loi HPST (Hôpital, patients, santé, territoires). Elle a restructuré l'hôpital public, en fermant notamment des maternités de proximité dans lesquelles se trouvent souvent les CIVG (Centre d'interruption volontaire de grossesse). De fait, cela pose des problèmes pour avorter. On réclame donc l'ouverture de centre IVG, la levée de la clause de conscience des médecins, et un accroissement des délais, même si on est passé à douze semaines.

Il reste aussi évidemment l'épée de Damoclès : les militants anti-avortement qui n'ont jamais lâché, rentrant dans les CIVG, s'enchainant, détruisant les dossiers… La Cadac (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception) a bien obtenu un délit d'entrave à l'IVG, mais dernièrement il y a encore « les Survivants », Xavier Dor et SOS Tout petit, ou Sens Commun. Soutiens de Fillon, ceux-ci sont une émanation de la Manif pour tous et ont choisi dans le cadre de la mobilisation contre le mariage de ne pas affirmer leur opposition à l'avortement… Mais ils sont bien entendu contre. Ceci dit, c'est complexe : Marine Le Pen, pour obtenir des suffrages féminins indispensables, a enlevé dans son programme présidentiel de 2017, toute référence à l'avortement… Tout en disant qu'elle enlèverait le délit d'entrave numérique à l'avortement si elle devenait présidente !

Au-delà de nos frontières, on voit que la mobilisation pour le droit à l'avortement reste aussi une nécessité. Quelles perspectives ?

En 2014, il y a eu une sérieuse menace sur le droit à l'avortement en Espagne, avec une riposte d'abord dans le pays puis dans toute l'Europe. À Paris, il y a eu 30 000 manifestantEs le 1er février 2014. Dernièrement, on s'est aussi mobilisé en Pologne où le gouvernement veut réduire une loi pourtant déjà très restrictive. Il y a des pays comme l'Irlande ou Malte où cela reste interdit, et beaucoup de pays où il y a tout types de menaces liées à l'austérité, comme en France. L'avortement n'est pas du ressort de l'Union européenne mais des législations nationales. C'est une question qui n'est pas dans la charte des droits fondamentaux.

De ces manifestations de soutien est né un appel, une pétition internationale, avec, autour du 28 septembre, des mobilisations dans toute l'Europe. En particulier, il y aura une grande manifestation à Bruxelles le 28 septembre, journée internationale de lutte pour l'avortement, avec des délégations venues de toute l'Europe. Au-delà, la question des perspectives, notamment pour 2018, année d'élections européennes, reste posée.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

L'image de la semaine

Vu ailleurs

l'Humanité.fr — INDE : FANTASMES RACISTES. *Il est des mythologies identitaires dont le présent a du mal à se défaire. Qu'importe finalement la pertinence de certaines théories, les nationalistes conçoivent l'histoire comme une continuité qui relierait la nation actuelle à sa forme antique idéalisée. Il en est ainsi dans l'Inde actuelle, où le Parti du peuple indien (BJP), au pouvoir, utilise depuis de longues années la civilisation de l'Indus-Sarasvati, décrite par le Veda ancien, pour affirmer l'origine autochtone des Aryens. Aujourd'hui, les nationalistes souhaitent faire revivre ce mythe en aidant les couples à concevoir des enfants* « parfaits, grands et à la peau claire ». *Cette idée est en vogue parmi l'Arogya Bharati, la branche médicale de l'organisation paramilitaire hindoue Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), dont est issu l'actuel Premier ministre, Narendra Modi.* « L'ayurvéda *(la médecine traditionnelle et spirituelle du sud-est de l'Inde – NDLR)* détient les clés de l'apparence physique et des qualités mentales du bébé. Si la mère suit un régime spécifique, l'enfant aura le QI désiré », *explique doctement le docteur Karishma Mohandas Narwani, responsable du programme. (…) Au-delà des questions qui subsistent sur la pertinence scientifique de la méthode, ce sont surtout les velléités eugénistes des nationalistes indiens qui se précisent.* « Notre premier objectif est de construire une Inde forte. Nous voulons des milliers de bébés d'ici à 2020 », *précise le médecin dans le quotidien* Indian Express. *450 « prototypes » de cette prétendue race supérieure auraient déjà vu le jour. (…) La théorie d'une race supérieure est directement empruntée à l'Allemagne nazie. En Inde, le* Mein Kampf *d'Adolf Hitler, déjà disponible sur nombre de marchés ou en tant que banal livre de gare, connaît depuis l'accession de Narendra Modi au pouvoir, en 2014, un succès non démenti. (…)*

Tout cela dans l'indifférence la plus totale. Narendra Modi continue d'être reçu avec tous les égards et fut même l'un des premiers responsables conviés par le président Macron. Qui se souvient que le Premier ministre indien était, jusqu'à son élection, interdit de séjour aux États-Unis pour son rôle présumé dans le pogrom anti-musulmans de 2002, qui fit près de 2 000 morts au Gujarat qu'il dirigeait alors ?

« Inde. Modi rêve d'une race supérieure »,
Lina Sankari, *l'Humanité*, vendredi 30 juin 2017

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10 € = 3 MOIS D'HEBDO** *ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle*

s'abonner **par chèque,** cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement **(chèque à l'ordre de NSPAC)** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

	Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	☐ 6 mois *28 €*	☐ 1 an *56 €*	☐ 6 mois *20 €*	☐ 1 an *40 €*
Mensuel	☐ 6 mois *22 €*	☐ 1 an *44 €*		
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois *50 €*	☐ 1 an *100 €*	☐ 6 mois *38 €*	☐ 1 an *76 €*
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois *10 €*		

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner **par prélèvement automatique,** cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
☐ *14 € par trimestre*	☐ *25 € par trimestre*	☐ *10 € par trimestre*	☐ *19 € par trimestre*

Titulaire du compte à débiter

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : ..... Ville : .....
Mail : .....

Désignation du compte à débiter

IBAN

BIC

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org